

Un accueil populaire très chaleureux lui a été réservé

La population de Béchar rend un grand hommage au président de la République

En visite hier dans la wilaya de Béchar pour procéder à la mise en service de la ligne ferroviaire minière Gara Djebilet-Tindouf-Béchar, un projet stratégique d'envergure, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a eu un accueil populaire très chaleureux qui lui a été réservé par la population locale.

Lire page 3



Photo : D.R. ©

À l'occasion du succès du lancement du satellite spatial AISat-3



Le président de la République reçoit les félicitations de son homologue chinois

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu un message de félicitations de la part du président de la République populaire de Chine, Xi Jinping, à l'occasion du succès de l'opération de lancement du satellite spatial AISat-3.

Lire page 16

Pharmaceutique : la numérisation intégrale prévue en 2026

Services, enregistrements et traçabilité au cœur de la réforme

Lire page 5

Bourse : exonération sur 3 ans pour les startups

Les frais d'introduction supprimés jusqu'en 2028

Lire page 6

Programme de modernisation des transports urbains



Le premier chargement de nouveaux bus arrive au port d'Alger

Lire page 16

Renforcer la protection de la jeunesse

Clôture à Sidi Abdellah d'un forum national dédié aux risques sociaux

Lire page 5

ANP

Quatre terroristes éliminés à Aïn Defla

Lire page 2

Rentrée 2026-2027 : l'État affine sa feuille de route

Qualité de l'enseignement et capacités d'accueil au cœur des priorités



Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, a supervisé, dimanche à Alger, le lancement des réunions consacrées à la préparation de la rentrée scolaire 2026-2027. La rencontre s'est tenue à l'annexe de l'Office national des examens et concours à Kouba. Ces réunions programmées jusqu'au 16 février, se déroulent en présence des cadres de l'administration centrale, des directeurs de l'éducation de wilaya, ainsi que des responsables chargés de l'organisation pédagogique, des personnels, de la programmation et du suivi au niveau des directions de l'éducation. Elles s'inscrivent dans le cadre des opérations de préparation et de planification engagées par le secteur afin d'assurer le succès de la prochaine rentrée scolaire et d'accueillir les élèves dans les meilleures conditions. Dans son allocution, le ministre a indiqué que la rentrée 2026-2027 s'inscrit dans le processus de mise en œuvre du programme sectoriel de l'éducation nationale, partie intégrante du plan d'action du gouvernement, inspiré du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Lire page 4

Mercato des Verts

Abdelli et Boudaoui vont-ils changer d'air ces dernières 24 heures ?

Le mercato hivernal fermera ses portes ce lundi dans la plupart des championnats européens. Et comme il fallait s'y attendre, il y a eu peu de mouvements chez nos internationaux qui préfèrent la stabilité à quelques mois de la Coupe du Monde.

Lire page 15

ANP Quatre terroristes éliminés à Aïn Defla

Près de 4 terroristes ont été abattus lors d’une opération de recherche et de ratissage, menée, hier à Amrouna à Aïn Defla, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d’une opération de recherche et de ratissage dans la zone de Djbel Amrouna dans le secteur militaire d’Aïn Defla en 1^{re} Région militaire, des détachements de l’ANP ont abattu, aujourd’hui 1^{er} février 2026, quatre terroristes et récupéré 4 pistolets-mitrailleurs de type Kalachnikov et une quantité de munitions», précise la même source. «Cette opération, qui est toujours en cours, confirme la vigilance et la détermination des Forces de l’ANP à traquer les résidus de ces criminels jusqu’à leur éradication».



Khenchela Démantèlement d’une bande criminelle spécialisée dans le vol de bétail

La Brigade de recherches de la Gendarmerie nationale (GN) de Chechar (wilaya de Khenchela), a démantelé une bande criminelle spécialisée dans le vol de bétail, et récupéré soixante-dix moutons volés dans le territoire de la wilaya de Tébessa, indique un communiqué des services de la GN. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, et sur la base d’informations confirmées obtenues par les éléments de la brigade de recherches de la GN de Chechar, les éléments de la brigade ont arrêté huit individus et saisi un camion ainsi que des armes blanches utilisées dans les agressions contre les personnes et les biens», précise la même source. «Les enquêteurs ont pu récupérer, après investigations, 70 têtes de moutons volés dans le territoire de la wilaya de Tébessa et cachés dans une ferme isolée, après l’agression de leur propriétaire. Des sommes d’argent ont également été saisies», selon la même source. Après accomplissement de toutes les procédures légales nécessaires, les individus arrêtés ont été présentés devant les autorités judiciaires territorialement compétentes et tous les accusés ont été incarcérés».

Protection civile 4 morts et 134 blessés en 24 heures

Quatre personnes ont trouvé la mort et 134 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bouira avec 2 morts, suite à une collision entre un camion semi-remorque et un véhicule léger, survenue sur la Route nationale RN 18, dans la commune d’Aïn El Aloui. Par ailleurs, les services de la Protection civile sont, également, intervenus pour prodiguer les premiers secours à 29 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant

d’appareils de chauffage et de chauffe-eau à l’intérieur de leurs domiciles respectifs dans les wilayas de Constantine, Médéa, Bordj Bou-Arréridj, Oran, Alger, Jijel, Batna, Naâma et El Bayadh. Les éléments de la Protection civile sont, également, intervenus pour l’extinction de 4 incendies urbains et divers à travers les wilayas de Tamanrasset, Sidi Bel-Abbès, Blida et Batna, causant la mort d’une personne à Tamanrasset. Concernant les intempéries marquées par des vents violents depuis mardi dernier, ayant touché 41 wilayas, la Protection civile a enregistré 963 interventions,

ayant provoqué la chute de 580 arbres, 216 poteaux et câbles électriques, 139 effondrements partiels de murs, toitures ou fissures, et 28 chutes d’objets divers (plaques de signalisation, panneaux publicitaires...). Ces intempéries ont provoqué également la mort d’un enfant dans la wilaya d’Oran et des blessures à 29 personnes dans les wilayas d’Alger (7 personnes), Jijel (4 personnes), Chlef (3), Oran (3), Mostaganem (2), Souk Ahras (2) et Skikda (2), et un blessé dans chacune des wilayas de Blida, Guelma, M’sila, Biskra, Ouled Djellal et Boumerdès.

Lutte contre les atteintes à la sécurité alimentaire La GN met fin à l’activité d’une société privée produisant et commercialisant du sel alimentaire non conforme aux normes légales



Dans le cadre de la lutte contre les atteintes à la sécurité alimentaire et la protection du consommateur, les enquêteurs du Service central de lutte contre le crime organisé de la Gendarmerie nationale, en coordination avec l’Institut national de Criminalistique et de Criminologie ont mis à nu des pratiques frauduleuses liées à la production et à la commercialisation de sel alimentaire sans respect des conditions et normes légales, selon la même source qui précise qu’«une absence totale d’iode» dans le sel produit et commercialisé, portant une marque commerciale leader sur le marché national, a été constatée».

L’opération a eu lieu «en marge d’une enquête sur une affaire liée à la fabrication de pain «tortilla», au cours de laquelle il est apparu aux enquêteurs du Service de la sécurité alimentaire que le sel alimentaire contrefait était produit par une société privée en grandes quantités et différents volumes, à travers l’extraction et la préparation de cette matière à El Oued, pour alimenter le marché national, notamment au profit d’un grand nombre d’opérateurs économiques opérant dans l’agroalimentaire, à

l’instar des unités de fabrication de fromages et de pâtes, suivant un procédé frauduleux pour éviter les opérations de contrôle périodique des agents qualifiés».

L’opération a permis «de déjouer l’injection sur le marché national d’une grande quantité de ce produit de large consommation, les expertises scientifiques ayant révélé qu’il avait été fabriqué de façon aléatoire et non étudiée, avec une négligence délibérée des conditions sanitaires préalables à la prévention des maladies liées à la glande thyroïde, sachant que ces pratiques constituent une menace pour la santé du consommateur, tel que confirmé par les services de santé compétents ainsi que l’Association de Protection et d’Orientation du Consommateur et son Environnement (APOCE)». Après finalisation des procédures légales, le gérant de la société et ses associés, ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent. Des poursuites ont été engagées contre les contrevenants pour détention d’un produit fabriqué de manière frauduleuse, production de denrées alimentaires impropres à la consommation et fraude à l’égard du consommateur».

● Relizane

Un charlatan arrêté en possession de mercure prohibé et d’une arme à feu

La semaine dernière, l’unité mobile de la Police judiciaire d’Ammi Moussa, à Relizane, a arrêté une personne en possession d’une quantité de mercure prohibé estimée à plus de 500 grammes. Selon un communiqué de la police de Relizane, les investigations menées par la Police judiciaire ont révélé que ce dernier pratiquait des rituels de magie et des actes de charlatanisme, puisque des matériels utilisés dans la sorcellerie ont été saisis, en plus de la saisie d’une arme à feu de quatrième catégorie.

● Djelfa

Chute mortelle d’un cinquantenaire à Aïn Oussara

Un homme âgé de 52 ans est mortellement tombé samedi du toit d’un immeuble de 4 étages, à la cité Hai El Wiam dans la commune d’Aïn Oussara, selon les services de la Protection civile de la wilaya. Les secours l’avaient rapidement évacué vers le service des urgences, mais le médecin a constaté son décès sur place, précise la même source. Les circonstances exactes de l’accident restent inconnues. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de cette chute tragique.

Quotidien National d’Information Edité par la Sarl Echo Medias Algérie	Fondateur Tewfiq Meraou Directeur de la Publication Ahsene Saaid Directrice de la Rédaction D’ Lila Meraou Rédacteur en Chef Mouloud Hamdi Directeur Technique Walid Boumaaraf	Siège Social : 32, Avenue de Maubeuge - Alger Rédaction : Coopérative SIKH - Les Sources - Bir Mourad Raïs - Alger Tél-Fax : 023 54 80 82 Administration et Publicité Tél-Fax : 023 54 80 81 Compte N° : 00500111400213631013 Diffusion Ouest-Centre-Est Zigzag Expresse Impression SIA	«POUR VOTRE PUBLICITE S’ADRESSER A : L’Entreprise Nationale de communication, d’Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger. Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77 E-mail : agence.regie@anep.com.dz programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ouargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz
--	---	---	--

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas restitués et ne peuvent faire l’objet d’aucune réclamation.



www.lechodalgerie.dz



E-mail : echodalgerie@gmail.com



L’Echo d’Algérie Quotidien
National d’Information



@echodalgerie_dz

Un accueil populaire très chaleureux lui a été réservé La population de Béchar rend un grand hommage au président de la République

En visite hier dans la wilaya de Béchar pour procéder à la mise en service de la ligne ferroviaire minière Gara Djebilet-Tindouf-Béchar, un projet stratégique d'envergure, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a eu un accueil populaire très chaleureux qui lui a été réservé par la population locale.

Les citoyens venus des différentes localités de la wilaya ont scandé des slogans favorables au président de la République, exprimant leur reconnaissance à l'intérêt qu'il accorde au développement de leur wilaya et affichant leur adhésion à son projet d'édification de l'Algérie nouvelle. Ils ont également exprimé leur reconnaissance au chef de l'Etat pour tout ce qu'il a entrepris en faveur du développement de leur wilaya, ainsi que ses efforts au profit de tous les citoyens à travers le pays. Le chef de l'Etat qui a insufflé une nouvelle dynamique de développement, ne cesse d'insister sur la satisfaction des besoins des citoyens et au désenclavement des régions les plus éloignées du pays et l'amélioration des conditions de vie de leur population, des dossiers qui sont devenus une préoccupation majeure au plus haut sommet de l'Etat. Longtemps considéré comme un gisement mythique, enfoui sous les sables depuis des années, le site gigantesque de Gara Djebilet qui recèle plus de 3,5 milliards de tonnes de minerai de fer, amorce aujourd'hui une nouvelle ère rompant avec la dépendance quasi-exclusive du pays aux hydrocarbures. Par son envergure et ses retombées, le projet d'exploitation de Gara Djebilet incarne pleinement l'ambition nationale de diversifier les ressources, de renforcer la souveraineté économique et de doter l'Algérie d'une filière sidérurgique compétitive et intégrée, capable de répondre à la fois aux besoins internes et aux exigences des marchés extérieurs. Car derrière le minerai, ce sont de nouvelles perspectives industrielles qui se dessinent : des unités de transformation verront le jour pour traiter sur place le fer extrait, réduisant ainsi les importations de matières premières et stimulant la production nationale d'acier, un matériau stratégique pour l'industrie et les infrastructures. Cette dynamique s'inscrit dans un mouvement plus large de diversification économique déjà amorcé, comme en témoigne le développement croissant de l'agriculture saharienne, notamment dans les wilayas du sud, où les cultures stratégiques gagnent du terrain grâce à des investissements publics et privés. Dans cette logique, la mine devient un véritable pourvoyeur d'emplois, offrant des milliers de postes directs et indirects dans le Grand Sud algérien. Pour les habitants de Tindouf, le projet sonne comme une promesse de développement concret, créateur de richesse et d'opportunités. La construction de la ligne ferroviaire reliant Tindouf à Béchar, indispensable pour l'acheminement du minerai vers les centres industriels et les ports, constitue également un atout majeur pour désenclaver le sud-ouest et relier cette zone stratégique au reste du pays. A plus grande échelle, Gara Djebilet se veut aussi une porte ouverte vers le continent africain. Dans un contexte où la demande en acier ne cesse de croître et où la Zone de libre-échange continentale africaine prend forme, l'Algérie entend se positionner comme un acteur central du marché africain du minerai de fer et de l'acier,



capable d'approvisionner ses voisins tout en générant de nouvelles recettes d'exportation. En redonnant vie à ce site colossal, l'Algérie affirme une vision claire : valoriser ses richesses inexploitées pour bâtir une économie moins vulnérable aux fluctuations du marché pétrolier, plus diversifiée et tournée vers la transformation locale. L'exploitation de Gara Djebilet s'inscrit ainsi dans une stratégie à long terme visant à créer une valeur ajoutée durable, à stimuler l'emploi local et à poser les bases d'un pôle industriel dans une région longtemps restée en marge. Symbole d'un nouveau souffle économique, ce projet du siècle rappelle que le pays détient dans son sous-sol les ressources nécessaires pour construire une croissance solide et partagée, tout en misant pleinement sur ses enfants. A travers

Gara Djebilet, c'est toute la vision du président de la République qui se concrétise, celle d'une Algérie qui prépare l'après-pétrole, investit dans son potentiel minier et agricole et entend jouer pleinement son rôle dans la construction économique du continent africain. Plus qu'une mine, Gara Djebilet devient ainsi un marqueur de souveraineté, de renouveau et d'espérance pour les générations futures, aux côtés de l'agriculture saharienne en plein essor, qui révèle un autre levier stratégique pour assurer la sécurité alimentaire, créer de l'emploi et revitaliser les territoires du Sud, en dessinant les contours d'une croissance durable, plus résiliente, plus équilibrée et véritablement ancrée dans les richesses du pays.

T. Benslimane

Appui solide pour l'économie nationale

Gara Djebilet, un moteur de croissance plébiscité par la population de Tindouf



Des citoyens, des élus et des composantes de la société civile de Tindouf ont salué l'importante dimension du mégaprojet Gara Djebilet. Ce mégaprojet d'exploitation de la mine de fer de Gara Djebilet comprend une ligne ferroviaire au départ de Tindouf et un impact durable sur la wilaya, la région du Sud-ouest du pays et sur l'économie nationale dans son ensemble. Dans des déclarations recueillies par l'APS, ces interlocuteurs ont exprimé un grand optimisme quant à l'avenir de l'écono-

mie nationale, dans le cadre de l'approche définie par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, fondée sur une économie diversifiée et inclusive touchant toutes les régions du pays sans exception. Rencontré en marge de la supervision, par une importante délégation ministérielle, de l'inauguration de la gare ferroviaire de Tindouf et du lancement du premier voyage du train de transport de voyageurs à destination de Béchar, sur une distance de 950 km, réseau qui sera également

exploité comme ligne minière ouest pour le transport du minerai de fer de la mine de Gara Djebilet vers Oran via Béchar, le président de l'Assemblée populaire de wilaya, Djamel Bounaga, a estimé que la concrétisation de ces 2 projets d'envergure (l'exploitation de la mine de Gara Djebilet et la ligne ferroviaire pour le transport des voyageurs et du minerai de fer) constitue un appui solide pour l'économie nationale. Ces projets permettent de valoriser les immenses réserves de minerai de fer et de faciliter le transport des produits miniers vers les ports et les centres de transformation. Bounaga a souligné que la ligne ferroviaire contribuera à renforcer la liaison entre les wilayas du Sud et celles du Nord du pays, tout en créant de vastes opportunités d'emploi pour les jeunes, notamment ceux de la région. De leur côté, des universitaires et des personnalités locales actives ont salué ces deux projets, les considérant comme une étape qualitative dans la valorisation des ressources nationales et le soutien au développement économique de la wilaya et du pays. Dans ce contexte, l'enseignant Habib Barik allah, de l'Université Ali-Kafi de Tindouf, a estimé que ces projets représentent une véritable opportunité pour renforcer la production nationale de minerai de fer et créer de nouveaux postes d'emploi, précisant que l'exploitation de la mine de Gara Djebilet constituera un point de départ pour le développement d'industries liées au fer et à l'acier. Barik allah a ajouté que la ligne ferroviaire minière ouest contribuera à relier les zones de produc-

tion aux centres industriels et aux ports, renforçant ainsi l'intégration industrielle et réduisant les coûts de transport. De son côté, l'enseignant Nouredine Manouni, du même établissement universitaire, a indiqué que les grands projets miniers, à l'image de Gara Djebilet, constituent un modèle de développement durable alliant une exploitation économique optimale et la préservation de l'environnement. Pour sa part, la représentante de l'Observatoire national de la société civile à Tindouf, Aïcha Ramdani, a affirmé que l'activation des programmes et projets nationaux reflète la volonté de l'Etat d'ouvrir de nouvelles perspectives aux jeunes afin qu'ils contribuent activement au processus de développement économique et social. Dans le même ordre d'idées, le président de la coordination de wilaya des quartiers et de la société civile à Tindouf, Salem Touaguine, a indiqué que la ligne minière ouest contribuera au développement des régions du sud du pays, à la facilitation des échanges commerciaux internes et au transport des voyageurs. Abondant dans le même sens, des citoyens et des cadres de différents secteurs ont salué l'importance de ces deux projets pour l'amélioration des infrastructures et la création d'emplois directs et indirects, estimant qu'ils constituent des piliers essentiels pour dynamiser le développement local et national, ainsi qu'un acquis stratégique pour le renforcement du réseau de transport et la mise en place d'infrastructures idéales appelées à être le moteur d'une nouvelle dynamique économique.

Tindouf reliée à Béchar par train de voyageurs

Une infrastructure clé pour dynamiser l'économie du Sud-Ouest

La gare ferroviaire de Tindouf a été inaugurée, samedi, marquant le lancement du premier train de transport de passagers à destination de la wilaya de Béchar. Cet événement constitue une étape majeure dans le renforcement des infrastructures de transport dans le Sud-Ouest du pays et l'amorce d'une nouvelle dynamique économique régionale.

La cérémonie d'inauguration a été supervisée, en fin d'après-midi, par une délégation ministérielle conduite par le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, ainsi que la secrétaire d'État auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, en présence des autorités locales.

La mise en service de cette gare s'inscrit dans le cadre de la ligne ferroviaire minière occidentale Béchar-Beni Abbès-Tindouf-Gara Djebilet, longue de 950 kilomètres. Elle représente un acquis important pour la wilaya de Tindouf, appelé à soutenir les activités logistiques et de services, à favoriser la création d'emplois et à accompagner le développement économique local. A cette occasion, la délégation ministérielle a suivi des présentations détaillées sur les caractéristiques techniques de la gare ferroviaire de Tindouf et sur son rôle central dans le transport des marchandises et des passagers. Cette infrastructure est notamment destinée à assurer l'acheminement du minerai de fer de la mine de Gara Djebilet vers le port d'Oran, via Béchar, renforçant ainsi la chaîne logistique nationale. S'agissant du transport de voyageurs, un voyage quotidien a été programmé entre Tindouf et Béchar, ainsi qu'un autre dans le sens inverse. Le parcours comprend plusieurs arrêts, notamment aux gares d'Oum Lassel, Hassi Khebi et Gara Djebilet (wilaya de Tindouf), Tabelbala (wilaya de Beni Abbès) et El Abadla (wilaya de Béchar). La mise en exploitation de ce train s'inscrit dans le programme national de développement et de modernisation du réseau ferroviaire, à travers l'extension des lignes de transport et le raccordement des régions intérieures et méridionales aux différentes wilayas du pays. Ce projet contribue au soutien de la dynamique économique régionale et à l'amélioration du service public de transport, une initiative largement



saluée par les populations des wilayas du Sud-Ouest. Dans une déclaration à la presse, le ministre de l'Intérieur, Saïd Sayoud, a souligné que le lancement du train reliant Tindouf à Béchar s'inscrit dans le cadre d'un projet national intégré, dont la conception et le suivi ont été assurés par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, notamment en ce qui concerne l'exploitation de la mine de Gara Djebilet et la réalisation de la ligne ferroviaire minière occidentale. Il a qualifié ce projet de gigantesque, relevant d'une vision globale visant à renforcer le développement économique et social du pays. Le projet a été réalisé en s'appuyant exclusivement sur des moyens

matériels nationaux, sans recours à l'endettement, avec la participation d'entreprises, de compétences et de travailleurs algériens. Il a toutefois bénéficié d'une coopération technique avec des partenaires étrangers, dans le cadre de partenariats étudiés servant l'intérêt national. M. Sayoud a, par ailleurs, rappelé que le président de la République veille à ce que le développement concerne toutes les régions du pays sans exception. Il a indiqué que la wilaya de Tindouf a bénéficié d'un programme complémentaire spécial, lui permettant de réaliser un saut qualitatif dans plusieurs domaines, et de se hisser aujourd'hui à un niveau comparable à celui de nombreuses wilayas du Nord en matière

re d'infrastructures et de services. Ce projet stratégique aura, selon le ministre, un impact positif majeur sur l'environnement économique et social, non seulement dans la wilaya de Tindouf, mais également dans l'ensemble des wilayas du Sud-Ouest, ainsi que sur l'économie nationale dans son ensemble. Il a, à ce titre, évoqué d'autres projets ferroviaires en cours de réalisation, notamment la ligne minière de l'Est, qui bénéficiera à plusieurs wilayas, dont Bir El Ater, Tébessa, Guelma, Souk Ahras, Annaba et El Tarf, contribuant à l'amélioration des conditions de vie des populations et au soutien durable de l'activité économique.

Nora Mohammadi

Rentrée 2026-2027 : l'État affine sa feuille de route

Qualité de l'enseignement et capacités d'accueil au cœur des priorités



Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, a supervisé, dimanche à Alger, le lancement des réunions consacrées à la préparation de la rentrée scolaire 2026-2027. La rencontre s'est tenue à l'annexe de l'Office national des examens et concours à Kouba. Ces réunions, programmées jusqu'au 16 février, se déroulent en présence des cadres de l'administration centrale,

des directeurs de l'éducation de wilaya, ainsi que des responsables chargés de l'organisation pédagogique, des personnels, de la programmation et du suivi au niveau des directions de l'éducation. Elles s'inscrivent dans le cadre des opérations de préparation et de planification engagées par le secteur afin d'assurer le succès de la prochaine rentrée scolaire et d'accueillir les élèves dans les meilleures

conditions. Dans son allocution, le ministre a indiqué que la rentrée 2026-2027 s'inscrit dans le processus de mise en œuvre du programme sectoriel de l'éducation nationale, partie intégrante du plan d'action du gouvernement, inspiré du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Ce programme vise à améliorer les indicateurs de qualité dans leurs dimensions pédagogique, de gestion et d'investissement, en vue de promouvoir une école de qualité garantissant l'égalité des chances pour tous les élèves. Ces rencontres permettront également de disposer de statistiques précises propres au secteur, afin d'assurer une rentrée scolaire réussie dans un contexte marqué par la hausse continue du nombre d'élèves, estimé cette année à 12 millions d'élèves répartis sur les trois cycles d'enseignement. Selon Saâdaoui, le secteur ambitionne d'améliorer les conditions de scolarité et de promouvoir un enseignement de qualité, notamment à travers l'élargissement du réseau de la carte scolaire, afin d'absorber l'augmentation des effectifs et d'offrir de meilleures conditions d'accueil. Sur le plan pédagogique, le ministre a rappelé que le secteur s'oriente vers la réduction du volume horaire des enseignants dans les différents cycles, la clarification des prérogatives et des missions des membres de la communauté éducative, ainsi que vers la spécialisation de l'enseignement, en confiant chaque matière à un enseignant spécialisé, une démarche de nature à améliorer

la performance pédagogique. Il a également évoqué l'allègement des programmes scolaires, notamment au niveau du cycle primaire. Pour la prochaine année scolaire, le ministère de l'Éducation nationale œuvre aussi à l'amélioration de la vie scolaire et à la création d'un environnement éducatif propice à la créativité et à l'innovation, à travers la promotion des activités sportives, culturelles et scientifiques. Plusieurs concours et manifestations seront ainsi lancés, à l'image du Prix national de l'innovation scolaire et du Concours interlycées. Saâdaoui a, par ailleurs, réaffirmé que son département ne ménagera aucun effort pour améliorer la situation socioprofessionnelle des fonctionnaires et des personnels du secteur de l'éducation nationale. Il a appelé à un suivi permanent de l'état des établissements et du déroulement de la scolarité, en particulier dans les wilayas touchées par des conditions météorologiques exceptionnelles. Dans ce contexte, le ministre a souligné la nécessité d'intensifier les visites de terrain afin d'évaluer les dégâts éventuels et de s'assurer que les établissements sont prêts à accueillir les élèves dans les meilleures conditions. Il a insisté, notamment sur le chauffage, la réalisation des réparations nécessaires, le transport scolaire et la distribution régulière de repas chauds, en particulier dans les zones enclavées, en coordination avec les autorités locales.

Rym Hamzaoui

Pharmaceutique : la numérisation intégrale prévue en 2026

Services, enregistrements et traçabilité au cœur de la réforme

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a affirmé, dimanche à Alger, que son département fait de la numérisation globale du secteur pharmaceutique une priorité majeure pour 2026. Cette transformation portera, notamment sur les services administratifs, les dossiers d'enregistrement des produits pharmaceutiques ainsi que l'intégration du système de sérialisation des médicaments.

S'exprimant lors d'une audition devant la Commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle de l'Assemblée populaire nationale, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, le ministre a indiqué que le secteur mettra en place un système numérique dédié au dépôt à distance des dossiers des programmes d'importation et des demandes d'agrément. Cette démarche vise à garantir la transparence et la célérité dans le traitement des dossiers. Le ministère prévoit également la numérisation intégrale de l'enregistrement des produits pharmaceutiques au niveau de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP), ainsi que l'intégration du système de sérialisation dans le cahier des charges. Cette mesure a pour objectif d'assurer la traçabilité des médicaments et de protéger les consommateurs contre les produits contrefaits. Mettant en avant les progrès réalisés par l'Algérie dans le renforcement de la production pharmaceutique locale, Kouidri a rappelé que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a salué les résultats qualitatifs obtenus dans ce secteur stratégique, qualifiant l'Algérie de pôle régional apte à approvisionner le continent africain en médicaments et dispositifs médicaux répondant aux normes internationales de qualité et de sécurité. Dans le même contexte, le ministre a souligné que la Foire commerciale intra-africaine, organisée en septembre dernier en Algérie, a constitué une plateforme straté-

gique pour promouvoir le produit pharmaceutique algérien, mettre en avant sa compétitivité et explorer de nouvelles opportunités de partenariat industriel et commercial avec les opérateurs africains. À cet égard, M. Kouidri a fait savoir que le ministère a mis en place un plan opérationnel visant à encourager l'exportation des produits pharmaceutiques, à travers l'accompagnement des unités industrielles dans l'obtention des certifications internationales. Cette démarche s'inscrit dans la stratégie de l'État visant à diversifier les exportations hors hydrocarbures et à positionner l'Algérie comme pôle industriel continental. Rappelant que le taux de couverture du marché national par la production locale de médicaments a atteint près de 83 % jusqu'à décembre 2025, le ministre a précisé que cette dynamique a permis une réduction significative de la facture d'importation, passée de 1,25 milliard de dollars en 2022 à 718 millions de dollars en 2023, puis à 515 millions de dollars en 2024. Cette facture devrait reculer davantage en 2025, a-t-il ajouté. S'agissant des exportations, le ministre a indiqué que leur valeur a plus que doublé, passant de 6,12 millions de dollars en 2023 à 23,15 millions de dollars en 2024, soit une croissance dépassant 300%. Ce niveau devrait encore doubler en 2025, reflétant, selon lui, l'amélioration de la compétitivité du produit national et la confiance régionale et internationale croissante dans l'industrie pharmaceutique algérienne.

Hakima Halimi



Recherche appliquée : l'Université à la rencontre du marché

Ouverture à Alger du premier salon des produits des programmes nationaux



La première édition du Salon des produits des programmes nationaux de recherche a ouvert ses portes, samedi, au pôle scientifique et technologique Chahid Abdelhafid-Ihaddaden à Sidi Abdellah (Alger). Cette manifestation vise à mettre en lumière les compétences scientifiques appliquées et à souligner leur

rôle dans la réponse aux besoins du marché national. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, aux côtés du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, et du ministre de l'Économie de la connais-

sance, des Startups et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah. L'événement s'est déroulé en présence du directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, ainsi que de nombreux porteurs de projets. Dans son allocution, M. Baddari a indiqué que cette édition ambitionne de connecter la recherche scientifique appliquée au marché, afin de répondre aux besoins nationaux, notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire, énergétique et sanitaire, en conformité avec la vision stratégique de développement de l'Algérie pour la période 2024-2029. À cette occasion, le ministre a révélé que 68 projets de recherche sont présentés lors de cette édition, contre 35 projets l'année précédente. Ce doublement, a-t-il souligné, traduit une dynamique positive en matière d'application des résultats de la recherche scientifique, contribuant directement au développement de l'économie nationale. Pour sa part, le ministre de l'Industrie pharmaceutique a estimé que ce salon reflète clairement la volonté des institutions de l'État de faire de la recherche scientifique et de l'innovation deux piliers essentiels du développement économique. Il a qualifié cette initiative de modèle réussi d'intégration entre l'université, les laboratoires de recherche et les entreprises économiques. Il a, dans ce cadre, mis l'accent sur l'importance d'encourager la recherche scientifique dans le domaine des produits pharmaceutiques à forte valeur ajoutée, notamment les médicaments biotechnologiques destinés au traitement des maladies cancéreuses, rares et graves. Il a également insisté sur le développement des technologies liées à la fabrication des dispositifs médicaux, le renforcement des techniques de production des matières premières pharmaceutiques, ainsi que la stimulation des partenariats

entre opérateurs pharmaceutiques, laboratoires de recherche et universités. De son côté, le ministre de l'Économie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises a estimé que le contexte est propice à l'encouragement des chercheurs et enseignants universitaires à s'engager dans l'entrepreneuriat. Il a indiqué œuvrer, en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à la définition d'un cadre juridique régissant ce domaine. Dans cette perspective, il a annoncé le lancement d'un «cluster de start-up» au niveau de ce pôle technologique, en coordination avec le secteur de l'Enseignement supérieur, permettant aux startups de disposer de sièges sociaux au sein de l'enceinte universitaire. Intervenant à son tour, le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache, a souligné que cette rencontre traduit une prise de conscience croissante de l'innovation en tant que levier fondamental de promotion de l'investissement et de construction d'une économie compétitive. Il a précisé que l'Agence œuvre à encourager l'exploitation des résultats de la recherche scientifique et leur transformation en projets concrets, à travers l'accompagnement des porteurs de projets innovants, la facilitation des procédures d'investissement, la mise en relation des chercheurs avec les investisseurs, ainsi que l'accès aux différents avantages accordés, notamment aux projets à fort contenu technologique et innovant. La cérémonie a également été marquée par la signature d'un arrêté ministériel conjoint entre le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le ministre de l'Économie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, portant création de clusters de start-up, ainsi que par la signature de plusieurs conventions.

Abdallah M.

Renforcer la protection de la jeunesse

Clôture à Sidi Abdellah d'un forum national dédié aux risques sociaux

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil suprême de la jeunesse, Mustafa Hidaoui, a supervisé, vendredi 31 janvier, la clôture du Forum national sur la protection de la jeunesse contre les préjudices sociaux à l'ère du numérique, organisé à la Technopôle de Sidi Abdellah. Il était accompagné de la ministre chargée du Haut-Commissariat au numérique, Meriem Benmouloud, en présence de représentants d'instances nationales et de membres du Conseil suprême de la jeunesse. Organisé par le Comité social et solidaire pour la prévention des préjudices sociaux chez les jeunes, sous l'égide du Conseil suprême de la jeunesse, ce forum a constitué un espace unifié de dialogue et de concertation autour des défis auxquels font face les jeunes dans un contexte de transformations numériques accélérées. Les échanges ont porté sur les moyens de renforcer la protection sociale et de promouvoir une utilisation sûre et responsable des technologies modernes. La cérémonie de clôture, marquée par une organisation soignée, a mis en évidence l'importance de cet événement national, conçu comme une plateforme de convergence

des points de vue et des initiatives. Les discussions ont notamment abordé les risques sociaux émergents dans l'environnement numérique et les réponses préventives à déployer pour y faire face. Dans son allocution, M. Hidaoui a souligné la portée stratégique de ce forum, qu'il a qualifié d'étape essentielle pour unifier les visions et coordonner les efforts entre les différents secteurs et institutions. Il a insisté sur la nécessité de bâtir des approches préventives et proactives, adaptées aux dynamiques de la jeunesse, tout en accompagnant les mutations numériques au service du développement social et de la préservation des valeurs communautaires. Le ministre a également mis en avant le rôle central des jeunes dans la réussite des politiques publiques liées à la transformation numérique. Il a plaidé pour leur implication directe dans la formulation des solutions, le renforcement des mécanismes d'encadrement et de structuration, et la mise en place de dispositifs visant à les prémunir contre les nuisances sociales qui se développent dans l'espace numérique.

Malik C.



Bourse : exonération sur 3 ans pour les startups

Les frais d'introduction supprimés jusqu'en 2028

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), a annoncé, ce dimanche, l'instauration d'une exonération exceptionnelle des frais d'introduction en Bourse au profit des startups, pour une durée de trois ans, couvrant la période 2026-2028.

Cette mesure a été décidée dans le cadre d'un communiqué conjoint avec la Société de gestion de la Bourse des valeurs et Algérie Clearing. Selon le communiqué, cette initiative s'inscrit dans la dynamique impulsée par les pouvoirs publics visant à développer l'écosystème des startups, à soutenir l'entrepreneuriat et à encourager l'innovation, notamment en facilitant l'accès de ces entreprises au financement à travers le marché financier. L'objectif affiché est de renforcer l'attractivité du marché boursier et de faciliter l'accès des entreprises innovantes aux sources de financement, en mettant à leur disposition des conditions d'entrée adaptées, en particulier via le compartiment «Croissance», spécialement dédié aux startups. Dans ce cadre, les autorités concernées ont décidé de mettre en place un mécanisme incitatif exceptionnel, consistant en une exonération totale des frais d'introduction en Bourse au profit des entreprises titulaires du label «Start-up», à condition qu'elles recourent au financement par le

compartiment «Croissance» de la Bourse d'Alger, durant la période allant de 2026 à 2028. Le communiqué précise que cette exonération concerne les opérations de levée de fonds dont le montant n'excède pas 500 millions de dinars, réalisées à compter du 1^{er} février courant. Les entreprises éligibles bénéficieront, dans ce cadre, d'une exonération complète des frais de visa sur le document d'information perçus par la Cosob, des frais d'admission à la cote officielle perçus par la Bourse d'Alger, ainsi que des frais de conservation, de gestion et d'administration des titres facturés par Algérie Clearing. À travers cette initiative, les institutions concernées réaffirment leur engagement en faveur de la croissance des startups et leur volonté d'encourager le recours au marché financier comme levier central d'un système de financement intégré, destiné à accompagner durablement le développement des entreprises innovantes.

Amel Driss



OPEP+ : l'Algérie soutient le gel de la production

Les quotas inchangés jusqu'à mars 2026



L'Algérie a participé, dimanche 1^{er} février en cours, par visioconférence, aux réunions ministérielles consacrées au suivi de la mise en œuvre des mécanismes d'évaluation et de contrôle des décisions des pays signataires de la Déclaration de coopération au sein de OPEP+. À cette occasion, l'Algérie a pris part à la réunion de coordination regroupant les huit pays engagés dans les ajustements volontaires de la production, aux côtés de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, de l'Irak, du Kazakhstan, du Koweït, du Sultanat d'Oman et de la Russie. À l'issue de ces consultations, les pays membres ont confirmé la décision prise en novembre dernier, consistant à suspendre toute augmentation des niveaux de production jusqu'au mois de mars 2026. Les membres du groupe ont, en outre, réaffirmé leur engagement à renforcer la coordination étroite entre les huit pays concernés, en mettant l'accent sur la nécessité d'un suivi continu et rigoureux de l'évolution du marché pétrolier mondial. Le maintien des niveaux de production durant le premier trimestre de l'année est jugé pleinement conforme aux conditions actuelles du

marché. Cette orientation reflète l'esprit de responsabilité et de crédibilité qui caractérise les pays d'OPEP+, dans un contexte marqué par des facteurs saisonniers. Cette approche prudente et anticipative contribue à préserver les équilibres du marché, dans l'intérêt des producteurs comme des consommateurs. Par la suite, l'Algérie a participé aux travaux de la 64^e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi, le JMMC. Les représentants des pays membres du comité — l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Irak, le Koweït, le Nigeria, le Venezuela, ainsi que le Kazakhstan et la Russie — ont procédé à l'évaluation du niveau de conformité des pays d'OPEP+ à leurs engagements relatifs aux réductions volontaires de la production pour les mois de novembre et décembre 2025. À l'issue de cette évaluation, le comité a salué les efforts soutenus déployés par les pays participants, tout en soulignant que le respect strict et continu des décisions collectives demeure un facteur déterminant pour le maintien de la stabilité du marché pétrolier mondial.

Selma Dey

Gara Djebilet et le rail minier, leviers de la transformation économique

Deux projets structurants au cœur de la stratégie nationale de croissance

L'expert économique Mahfoud Kaoubi a affirmé que le projet du gisement de Gara Djebilet et la ligne ferroviaire minière, longue d'environ 1000 kilomètres, constituent une réalisation historique au regard de leur rôle central dans la diversification de l'économie nationale. S'exprimant, ce dimanche, lors de son intervention à l'émission «L'Invité du matin» sur la Chaîne I de la Radio algérienne, M. Kaoubi a souligné que ce projet revêt un caractère hautement structurant, agissant comme une véritable locomotive pour plusieurs secteurs économiques. Il s'inscrit, a-t-il expliqué, parmi les piliers fondamentaux de l'architecture de la croissance et de l'ingénierie du développement économique mises en place par les pouvoirs publics. Il a, à ce titre, rappelé que ce défi n'aurait pas pu être relevé dans les années 1970, ni sur les plans technique, économique, ni même géographique.

L'économiste a mis en exergue les contraintes liées à l'éloignement géographique du gisement, longtemps considéré comme un frein majeur en raison de sa distance par rapport aux ports et aux zones d'exploitation. Toutefois, la réalisation de la ligne ferroviaire et son raccordement aux ports et aux unités de transformation, aussi bien dans l'Ouest algérien que dans d'autres régions, a permis de lever les contraintes liées au transport et à son coût. Cette infrastructure a également contribué à résoudre les problématiques d'approvisionnement en eau et en énergie, tout en intégrant le projet dans la dynamique de développement du pôle Béchar-Tindouf. Abordant les retombées économiques, Kaoubi a rappelé que les projets structurants se distinguent par leur capacité à entraîner d'autres secteurs. Selon lui, il ne peut y avoir de développement durable ni de compétitivité réelle sans un secteur industriel solide. Il a relevé que l'industrie ne représente actuellement qu'environ 7 % du produit intérieur brut, alors que les pouvoirs publics, conformément aux orientations du président de la République, ambitionnent de porter cette part à un niveau compris entre 15 et 19 %. Il a ajouté que le développement

industriel nécessite des secteurs moteurs et des compétences adaptées, citant, notamment la sidérurgie, les industries mécaniques et l'industrie automobile, qui reposent essentiellement sur le fer. Il a souligné, à ce propos, que l'Algérie s'est engagée dans de vastes projets de développement ferroviaire, eux-mêmes fortement consommateurs d'intrants en acier. Mahfoud Kaoubi a indiqué que l'Algérie importe actuellement plus de deux millions de tonnes de fer par an, une situation qui pèse lourdement sur les réserves en devises. La production locale, a-t-il expliqué, permettrait non seulement de résoudre le problème de la disponibilité, mais aussi de réduire significativement les coûts, tant en devises qu'en charges liées aux opérations d'importation. Ces gains se répercuteraient positivement sur la balance commerciale et sur les secteurs industriels, appelés à transformer l'avantage comparatif en avantage compétitif, objectif central de la politique économique nationale. L'expert a également souligné les efforts déployés par l'Algérie pour s'adapter aux mutations économiques mondiales, en sécurisant l'approvisionnement des secteurs locaux, en se positionnant comme acteur ou partenaire dans les nouvelles dynamiques des marchés internationaux et en renforçant son attractivité pour les investissements étrangers. Il a rappelé que le pays dispose non seulement de ressources énergétiques, mais également de richesses minières, d'une main-d'œuvre et d'un marché capables de lui permettre de jouer un rôle économique de premier plan et d'exporter vers l'Afrique, continent appelé à devenir le principal moteur de la croissance mondiale. Dans ce contexte, Kaoubi a indiqué que la dynamique de développement attendue en Afrique nécessitera des intrants essentiels, notamment le fer, le plomb, le phosphate et d'autres ressources minières, positionnant ainsi l'Algérie comme une plateforme attractive pour l'investissement, la construction de filières locales orientées vers la croissance, mais aussi vers l'exportation et les partenariats intra-africains. Il a, par ailleurs, affirmé



que l'Algérie figure désormais parmi les 20 principaux fournisseurs mondiaux de fer, soulignant que le pays est en train d'acquiescer progressivement les compétences nécessaires pour s'intégrer durablement aux marchés internationaux et réussir dans l'exportation. Évoquant le projet ferroviaire du sud-ouest, Kaoubi a estimé que le pôle Béchar-Tindouf s'impose désormais comme un véritable axe de croissance économique. Il a précisé que cette infrastructure contribue à l'approvisionnement en eau de la région, non seulement au profit du secteur industriel, mais également pour répondre aux besoins d'irrigation du secteur agricole, permettant ainsi une exploitation optimale du potentiel économique local. Enfin, s'agissant du projet du gisement de zinc et de plomb d'Oued Amizour, l'expert a souligné qu'il constitue un autre pôle

stratégique du secteur minier. Il a assuré que la vision et l'ingénierie nécessaires sont en place et que ces ressources représentent des intrants essentiels pour des industries clés en cours de localisation en Algérie.

Il a rappelé que le pays a su bâtir des institutions solides et transformer ses avantages comparatifs en avantages compétitifs, notamment dans les filières du fer, de l'acier, du plomb et du zinc. Mahfoud Kaoubi a conclu en affirmant que l'objectif de l'Algérie n'est pas l'exportation des ressources minières à l'état brut, soulignant que ces réalisations constituent une source de fierté nationale et un levier pour renforcer la confiance et la détermination dans la poursuite de la transformation économique du pays.

Sarah Cheriet

Intempéries

Nettoyage et entretien des espaces forestiers et parcs d'Alger en prévision de leur réouverture

Les services de la wilaya d'Alger ont entamé des opérations de nettoyage et d'entretien des espaces forestiers et des parcs publics, fermés durant ces derniers jours en raison des récentes intempéries, et ce, en prévision de leur réouverture aux visiteurs après l'amélioration des conditions météorologiques, indique un communiqué de la wilaya.

« Suite à la fermeture temporaire des espaces forestiers et des parcs publics en raison des conditions météorologiques qu'a connues la capitale, l'ensemble de ces sites font l'objet de travaux d'entretien en vue de leur réouverture », précise le document. Il s'agit de « la promenade des Sablettes, du Jardin d'Essai du Hamma, du parc zoologique et des loisirs « la Concorde civile » à Ben Aknoun, le parc El-Kettani, le parc « la Prise d'eau » de Bourouba et l'EcoPark à Oued Smar », ajoute le texte. Ces travaux prévoient « le nettoyage des espaces, l'entretien des structures et l'aménagement de l'environnement général, afin d'assurer des conditions d'accueil adéquates aux visiteurs et de garantir leur sécurité ». Par ailleurs, les services de la wilaya ont affirmé que « tous les espaces forestiers et parcs publics rouvriront dès l'amélioration des conditions météorologiques », soulignant que « cette réouverture sera annoncée via les pages officielles de la wilaya d'Alger ».

Reboisement prochain de certains espaces forestiers endommagés par les vents

La Direction des forêts et de la ceinture verte de la wilaya d'Alger prévoit le reboisement des espaces forestiers endommagés

par les vents violents ayant affecté, récemment plusieurs régions du pays, et ce, dans le cadre du rétablissement de l'équilibre écologique en milieu urbain. La directrice des forêts et de la ceinture verte de la wilaya d'Alger, Sabrina Hakkar, a précisé, à ce propos, que la direction s'apprête à lancer, dans les prochains jours, des campagnes de reboisement à travers les différents quartiers d'Alger afin de remplacer les arbres déracinés ou endommagés suite aux récentes intempéries. Qualifiant cette démarche d'« initiative nécessaire pour restaurer l'équilibre écologique au sein du tissu urbain », la même responsable a souligné que le remplacement des arbres par d'autres adaptés au milieu urbain « reflète une approche technique moderne qui va au delà des opérations de reboisement aléatoires ». Elle a ajouté, à ce titre, que la sélection des plants issus des pépinières forestières obéit à plusieurs critères, notamment le choix d'espèces locales résilientes au climat et à la pollution, tout en garantissant leur sécurité phytosanitaire avant leur mise en terre. Par ailleurs, Mme Hakkar a indiqué que ces opérations de remplacement menées en coordination avec les autorités locales et en collaboration avec la société civile, cibleront dans une première phase les sites sinistrés, avant d'être élargies aux autres



espaces propices au reboisement, conformément au programme tracé par la direction des forêts de la wilaya. Afin d'assurer la durabilité de ces plantations, la même responsable a fait état d'un « suivi continu

sur le terrain » assuré par les services de la direction, appelant les citoyens à contribuer à la réussite de cette opération par la protection et l'entretien des arbres plantés.

Houda H.

Zone industrielle de Souamaa (Tizi-Ouzou)

Une nouvelle étude de viabilisation finalisée

Une nouvelle étude de viabilisation de la zone industrielle de Souamaa (Tizi-Ouzou) est fin prête et sera « très prochainement » aux autorités concernées pour l'octroi de l'enveloppe financière nécessaire à cette opération, a-t-on appris, auprès du directeur local de l'Industrie et des Mines (DIM), Madjid Banoun. Dans une déclaration M. Banoun a indiqué que cette nouvelle étude « a établi un fractionnement du plan de viabilisation de la zone en six parties avec un ordre de priorité pour les zones situées à proximité du chemin de

wilaya (CW) 250, qui seront viabilisés en premier ». La réalisation de cette nouvelle étude est motivée par « le souci des autorités locales de procéder, dans les meilleures conditions, à la viabilisation de cette zone qui constitue un projet permettant de dynamiser le développement local », a souligné le même responsable. Une première étude de viabilisation de cette zone de 327 hectares (ha), qui comprend la réalisation des différents réseaux (électricité, gaz, eau et assainissement), ainsi que d'autres aménagements nécessaires (voirie

et voies d'accès) a déjà été réalisée pour un montant de 8,3 milliards de DA, a-t-il ajouté. Créé en 2012, la zone industrielle de Souamaa s'étale sur une superficie de 327 ha, répartie en 312 lots dont 11 sont réservés aux services et équipements. Pour rappel, la wilaya de Tizi-Ouzou compte 18 zones d'activités commerciales (ZAC) et une seule zone industrielle Aïssat-Idir à Oued Aïssi, en attendant la réalisation de celles de Draâ El Mizan et de Tizi-Ghennif.

Kahina Tasseda

Médéa

Projet de modernisation de stations de transport de voyageurs

Un projet de modernisation de stations intercommunales de transport de voyageurs des communes de Sidi Naâmane et de Berrouaghia sera lancé prochainement en exécution, a-t-on appris, auprès des services de la wilaya. Ce projet est appelé à offrir un meilleur confort aux voyageurs transitant par ces deux importantes agglomérations urbaines et améliorer les conditions d'accueil des citoyens et des transporteurs, a-t-

on fait savoir. Une enquête foncière sera menée au niveau d'un site situé dans la commune de Sidi Naâmane, à l'est de Médéa, utilisé comme arrêt provisoire, en prévision de l'implantation d'une station de transport répondant aux normes requises, a-t-on fait savoir. Les services de la commune de Sidi Naâmane et de la direction des domaines ont été instruits par le wali, Djillali Doumi, lors d'une récente visite sur le site, pour accélérer

cette procédure administrative et permettre le démarrage du projet, a-t-on expliqué. Il est fait part, en outre, de la décision d'engager une étude de réhabilitation de la station intercommunale de transport de la ville de Berrouaghia. L'étude devra déterminer le type de travaux à réaliser dans le cadre de ce projet de réhabilitation en vue de la mise aux normes de cette infrastructure et optimiser sa fonctionnalité, a-t-on indiqué.

Le secteur du transport dans la wilaya de Médéa compte 9 gares routières, 14 stations de transport intercommunales, et 41 aires de stationnement urbaines et rurales. Le parc de transport est constitué de 1418 véhicules (Autobus et taxis), offrant 42 544 places, et un nombre d'opérateurs estimé à 1048, selon les chiffres fournis par la direction locale du transport.

Abdellah Bayadha

Boumerdès

Entrée en exploitation de 4 unités industrielles prévue durant le 1^{er} semestre 2026

Le secteur industriel de la wilaya de Boumerdès sera renforcé par l'entrée en exploitation de quatre nouvelles unités industrielles prévues au cours du 1^{er} semestre de l'année 2026, a-t-on appris auprès du directeur de l'Industrie de la wilaya. Ces unités, spécialisées dans l'industrie pharmaceutique, s'ajouteront à sept autres unités mises en service ces dernières années à travers la wilaya, a indiqué Hocine Hemmal dans une déclaration à la presse à l'issue d'une réunion de l'exécutif de wilaya. Il a ajouté que ces nouvelles structures vont contribuer au renforcement et à la diversification du tissu industriel local. Sachant que l'industrie agroalimentaire occupe la 1^{re} place à Boumerdès, en termes de production, suivie notamment par les industries du plastique, du papier, du bois, des matériaux de

construction et les industries de transformation. Le responsable a fait savoir que la wilaya compte près de 15 000 entreprises à la fin 2025, selon les statistiques disponibles. Par ailleurs, concernant l'activité de la commission chargée de la levée des obstacles à l'investissement, M. Hemmal a fait cas de 141 dossiers examinés depuis 2023, ayant abouti à la délivrance de 53 autorisations exceptionnelles d'exploitation et à la levée du gel de 21 projets. S'agissant de l'assainissement du foncier industriel, il a fait état de 271 dossiers d'investissement examinés et 58 mises en demeure adressées à des bénéficiaires de fonciers non exploités, avec l'enregistrement de 26 demandes de changement d'activité et l'annulation de 25 projets, ayant permis la récupération d'un foncier global de 11 hectares.

Tipasa Réajustement du programme de distribution de l'eau dans plusieurs communes

Le programme de distribution de l'eau potable connaîtra un réajustement dans plusieurs communes de l'ouest de la wilaya de Tipasa, a annoncé la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) dans un communiqué qui précise également qu'une fuite d'eau a été enregistrée hier sur la conduite principale de transfert des eaux du barrage Kef Eddir, sur les hauteurs de Damous, à l'ouest de Tipasa, entraînant un réajustement du programme de distribution de l'eau dans les communes d'Ahmer El Aïn, Aghbal, Gouraya, Sidi Ghilès et Cherchell. Il a ajouté qu'à la suite de cette fuite, causée par un incident technique, les services de la SEAAL ont procédé au relèvement des capacités de production et de transfert à partir de la station de Sidi Amar (barrage de Boukerdane) ainsi que des forages artésiens, avec un réajustement du programme de distribution dans les cinq communes concernées afin d'atténuer le déficit de production. Le même communiqué a rassuré les citoyens résidant dans les communes concernées quant au retour progressif au programme de distribution habituel après l'achèvement des travaux engagés par l'Agence nationale des barrages et des transferts, et après le remplissage des réservoirs principaux.

Mila

Mise en service de 5 projets de raccordement au réseau de gaz naturel à Grarem Gouga et Hamala

Cinq projets de raccordement au réseau de gaz naturel ont été mis en service samedi dans les deux communes de Grarem Gouga et de Hamala, dans la wilaya de Mila.

Plus de 387 foyers ont été ainsi raccordés au réseau de gaz à la faveur de la réalisation de réseaux de distribution totalisant 26,118 km linéaires de canalisations, selon les explications données aux autorités locales par le directeur local de distribution de l'électricité et du gaz, Abdelkader Badaoui. L'exécution de ces opérations a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière globale de 110 millions de DA, qui ajouté que 367 des foyers desservis se répartissent sur les mechtas Zouitna, Aïn Sedra, Tadara et Laachoucha dans la commune de Grarem Gouga et 20 foyers dans la mechta Aïn Chegouf

dans la commune de Hamala. Avec la mise en service de ces projets, le taux de couverture par le réseau de gaz naturel dans la daïra de Grarem Gouga passe à 89%, a indiqué dans un point de presse le wali, Fayçal Amrouche. Les efforts de l'Etat dans ce domaine se poursuivent encore avec les travaux en cours de réalisation de 86 projets de raccordement de plus de 11 000 foyers au réseau de gaz naturel à travers la wilaya, a précisé le chef de l'exécutif local qui a ajouté que durant 2026, des travaux de raccordement de plus de 3000 autres foyers seront lancés à travers les communes de Terrai-Bainen et Tessala-Lemtaï.



Jijel

Hausse de 45 % de la production halieutique en 2025

La production halieutique dans la wilaya de Jijel a atteint au cours de l'année 2025 près de 6885 tonnes de poissons soit une hausse de 45% par rapport à l'année 2024. M. Omar Sayeh Djebour, a précisé que ce volume de production est le plus important depuis 2012 et s'explique

par l'abondance des petits poissons de surface (sardine, lacha et saurel) au cours de l'été passé dont la production représente 56% de la production annuelle totale. Au cours de l'année passée, 14,955 tonnes de poissons frais ont été en outre exportées vers l'Italie contre 2,454

tonnes en 2024. L'année passée a connu également la remise de 919 autorisations de pêche dont 235 de pêche professionnelle et 684 de pêche de loisir, a encore indiqué M. Djebour.

Islam Chiheb

Skikda

Organisation de la 2^e édition des groupes de discussion de jeunes «Focus Groups»

La 2^e édition des groupes de jeunes «Focus Groups», initiés par le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) sous le slogan : «Participation politique et développement local», a été organisée samedi à la Maison de la culture Mohamed-Siraj de Skikda en présence de nombreux jeunes. Mme Rima Boughaba, vice-présidente du CSJ chargée de la planification et du développement des performances, a supervisé cette édition organisée sous forme d'ateliers destinés à débattre de questions relatives à la participation des jeunes dans la vie politique et dans le processus de développement local. Mme Boughaba a précisé que cet événement vise à «impliquer davantage les jeunes et à en faire de véritables acteurs dans la prise de décision, en accord avec les orientations des hautes autorités du pays». Selon elle, les «Focus Groups» sont «passés de la phase de diagnostic et de détermination de la vision

à adopter, lors de la 1^{re} édition, à la phase d'autonomie économique et politique, par le renforcement de la participation de cette frange sociale à vie publique, aussi bien au niveau local que national». Environ 150 jeunes de la wilaya de Skikda sont inscrits sur la plateforme numérique du CSJ pour assister à ces sessions, ce qui reflète, selon elle, leur «conscience et leur maturité politique pour contribuer au développement du pays, les portes du dialogue leur ayant été ouvertes pour écouter leurs idées». De son côté, Wafa Derar, membre du CSJ dans la wilaya de Skikda, a souligné que cette rencontre «vise à formuler des propositions concrètes pour renforcer la participation des jeunes dans le parcours de développement économique et à enraciner une culture de dialogue interactif responsable, tout en renforçant les canaux de communication entre les membres du CSJ et la jeunesse à l'échelle locale».

Jumelage

L'Université de Khenchela signe une convention de coopération avec l'Université tunisienne de Sfax

Une convention de coopération a été signée entre l'Université Abbas-Laghrou de Khenchela et l'Université tunisienne de Sfax, a indiqué, le directeur de l'Université de Khenchela, Abdelouahad Chala. Dans le cadre du renforcement de l'ouverture de l'université sur l'environnement international et de «l'établissement de partenariats stratégiques efficaces», une convention de coopération a été signée, vendredi, entre l'Université Abbas-Laghrou de Khenchela et l'Université de Sfax, représentée par son président, Ahmed Haj

Kacem. M. Chala a ajouté que cette convention porte sur le «le renforcement du partenariat académique et scientifique entre les deux universités, le soutien des échanges et le développement de la recherche scientifique commune dans différentes spécialités des sciences, de l'ingénierie, de la médecine, du droit et des lettres». La convention comprend plusieurs axes pratiques, notamment «l'échange de visites scientifiques et de stages au profit des enseignants et des étudiants, ainsi que la codirection des thèses de doctorat et des projets de recherche». La

convention porte aussi sur «l'échange de publications et de références scientifiques pour améliorer la qualité de la recherche scientifique, l'organisation en commun de manifestations scientifiques et de conférences internationales, et l'échange de productions scientifiques et de publications académiques». Le directeur de l'Université de Khenchela a souligné, en conclusion, que cette coopération internationale vise à améliorer la performance académique et scientifique de l'Université Abbas-Laghrou et à renforcer sa présence sur la scène internationale.

M'sila

Distribution de camions-citernes et de bennes-tasseuses au profit de 8 communes

Au total, 9 camions-citernes et 2 camions à benne-tasseuse pour l'enlèvement des déchets ménagers ont été distribués à huit communes de la wilaya de M'sila, samedi au cours d'une cérémonie présidée par le wali, Nedjmeddine Tiar, en présence du wali délégué de Bou Saâda, Amrani Attal. Les camions-citernes, remis aux communes de Chellal, d'Aïn Errich, d'Ouled Sidi Brahim, de Djebel Messaad, M'sila, de Sidi Aïssa et de Bou Saâda, dispose d'une capacité de 8000 à 10 000 litres, tandis que les deux camions destinés au transport des déchets ménagers ont été remis aux communes de Bou Saâda et Ben Srouf. Le wali, Nedjeddine

Tiar, a indiqué, dans une déclaration à la presse, que cette opération s'inscrit «dans le cadre des efforts visant à améliorer le cadre de vie des citoyens et à remédier aux lacunes et aux dysfonctionnements observés dans certaines agglomérations et quartiers en matière de collecte des déchets ménagers». A l'occasion de cette même cérémonie, un laboratoire mobile de contrôle de la qualité de l'eau a également été remis à l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) qui pourra ainsi s'assurer de la bonne qualité de l'eau et procéder, le cas échéant, à des opérations de nettoyage et de désinfection des nouvelles conduites.

Tébessa

Projet de réalisation d'un complexe sportif de proximité dans la commune d'Oum Ali

La commune d'Oum Ali (sud de la wilaya de Tébessa) a bénéficié d'un projet portant sur la réalisation d'un complexe sportif de proximité, a indiqué, le directeur de la Jeunesse et des Sports (DJS), Mustapha Hamlaoui. Ce projet «vient d'être inscrit pour un montant de 150 millions de dinars puisé des programmes sectoriels de développement (PSD) pour l'exercice 2026». M. Hamlaoui a affirmé que le cahier des charges de cette opération, en cours d'élaboration, prévoit un délai de réalisation de 18 mois pour la réception de ce complexe sportif de proximité qui devrait contribuer à la promotion des activités des jeunes et à la découverte de nouveaux talents. Le DJS a également rappelé que la wilaya de Tébessa a bénéficié, au début de l'année en cours, d'un budget de plus de 269 millions de dinars (toujours au titre des PSD) destiné à l'acquisition d'équipements sportifs et pédagogiques. Il a également fait mention d'autres investissements publics devant financer des études de projets d'établissements de jeunesse dans les communes de Bir Dheb, de Boulhaf-Dir, de Boukhadra, de Tébessa, de Chrâa, de Bir El Ater et d'Aïn Zerga.

Abdelghani T.

Constantine

La polyclinique de l'Unité de voisinage 9 à Ali-Mendjeli bientôt rouverte

La polyclinique de l'Unité de voisinage (UV9) dans la circonscription administrative Ali-Mendjeli (Constantine) ayant fait l'objet d'une vaste opération de mise à niveau, sera rouverte à la mi-février. Fermée depuis la fin 2024 pour des travaux de mise à niveau et de modernisation, la polyclinique de l'UV 9, sera rouverte, dès l'achèvement de quelques retouches de finition. Considérée comme un maillon essentiel de la prise en charge sanitaire de proximité, cette structure de santé avait été fermée pour permettre la réalisation de travaux visant à améliorer les conditions d'accueil, de soins et de travail. Les travaux engagés ont porté sur la réhabilitation des locaux, la modernisation des équipements médicaux, ainsi que la mise aux normes des réseaux d'électricité et de plomberie, notamment. L'opération s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les autorités locales visant à améliorer la qualité des prestations de santé et répondre à la demande croissante dans cette circonscription administrative dont le nombre d'habitants dépasse les 350 000 âmes. La polyclinique de l'unité de voisinage 9 assure plusieurs prestations de base, notamment les consultations de médecine générale, les soins infirmiers, le suivi maternel et infantile, ainsi que certaines activités de prévention.

Sidi Bel-Abbès

Organisation de la première session régionale des patients atteints de cancer dans l'Ouest

La wilaya de Sidi Bel-Abbès a abrité, samedi, les travaux de la première session régionale des patients atteints de cancer dans la région Ouest, avec la participation de représentants d'associations issues de sept wilayas.

Cette rencontre a été consacrée à l'examen des préoccupations de cette catégorie de patients et à la proposition de solutions concrètes visant à améliorer les conditions de leur prise en charge, ont indiqué les organisateurs. La présidente de la Fédération algérienne des associations de patients atteints de cancer, Mme Ketab Hamida, a précisé que ces sessions régionales constituent «un passage effectif de la phase de diagnostic des problèmes à celle de la proposition de solutions de terrain, issues du contact quotidien avec la souffrance des malades». Elle a souligné que la Fédération œuvre, en coordination avec les différents partenaires, à recenser les insuffisances enregistrées dans le parcours de prise en charge des patients atteints de cancer et à y remédier. La même responsable a indiqué que la région Ouest et Sud-Ouest ne dispose que d'un seul service dédié à la prise en charge des enfants atteints de cancer, situé dans la wilaya d'Oran, ce qui nécessite, selon elle, la création

de services similaires dans d'autres wilayas afin de renforcer la prise en charge sanitaire de cette catégorie sensible. De son côté, le président de l'association «Amel fi El Hayat» des patients atteints de cancer à Sidi Bel-Abbès, M. Baroudi El-Fakir, a proposé l'ouverture d'une unité médicale spécialisée dans le traitement des tumeurs pédiatriques au niveau de l'hôpital mixte spécialisé dans la lutte contre le cancer Tidjani-Haddam, dans le but d'améliorer la qualité des soins prodigués aux enfants malades. Le même intervenant a salué les efforts consentis par les hautes autorités du pays en matière de prise en charge des patients atteints de cancer, notamment à travers la mise à disposition des structures sanitaires, des médicaments, ainsi que des équipes médicales spécialisées, soulignant que l'organisation de ces sessions régionales intervient à un moment opportun pour évaluer la réalité de la prise en charge et recenser les insuffisances enregistrées.

Ahmed Bâaziz



Mostaganem

Mise en place d'un plan opérationnel pour la sécurisation des citoyens le long de l'oued Cheliff

Les services de la Protection civile de la wilaya de Mostaganem ont mis en place un plan opérationnel d'urgence de terrain visant à assurer la sécurité des citoyens le long et aux abords de l'oued Cheliff, notamment après la hausse du niveau des eaux et les perturbations météorologiques qu'a connues la région. Les équipes de la Protection civile ont porté le niveau de vigilance à son maximum, afin de sécuriser de manière continue et tout au long de la semaine les populations résidant à proximité de l'oued Cheliff. A cet effet, des moyens d'intervention ont été mobilisés

pour effectuer des patrouilles de reconnaissance et assurer des permanences de jour comme de nuit, en vue de protéger les citoyens et leurs biens, tout en les sensibilisant à la nécessité d'éviter les abords et le lit de l'oued. Les opérations ont concerné, selon le communiqué, la sécurisation des chemins de wilaya CW 24, 42 et 60 au niveau de la commune de Sidi Belattar, ainsi que la surveillance de la situation de l'oued Cheliff dans les zones de Hechachta et Hechachta-Ammour (commune de Sour), El-Khaouassa (Sidi Belattar), El Djaïlia (commune de Ben Abdelmalek

Ramdane), El Amarna (commune d'Aïn Boudinar), Baïtia, Ouled Adda et Ouled El Mokhtar (commune de Kheireddine), ainsi que Slammia et Ouled—Missoum (commune d'Oued El Kheir). Parallèlement, un dispositif conjoint a été mis en place entre les services de la Protection civile, l'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz, la Gendarmerie nationale, les services des travaux publics, l'administration du barrage, ainsi que les communes et les daïras, afin de suivre l'évolution de la situation, notamment après le lancement de l'opération de déversement du surplus d'eau du barrage

vers l'exutoire. Les récentes précipitations et les écoulements des eaux à travers le lit de l'oued ont permis le remplissage complet du barrage de l'oued Cheliff après plusieurs années de sécheresse, signale-t-on. Le volume d'eau actuellement stocké dans ces ouvrages hydrauliques a atteint 30 millions de mètres cubes, parallèlement aux lâchers du surplus d'eau vers l'exutoire et au transfert de 1,5 million de mètres cubes tous les deux jours vers le barrage de Kerrada (commune de Sidi Ali), un barrage-réservoir dont le niveau a atteint 18 millions de mètres cubes.

Carte électronique pour les démunis dans la wilaya d'Oran

Une soixantaine de dossiers déjà reçus par la Cnas

Une soixantaine de dossiers de demande ont déjà été réceptionnés par l'agence de la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) de la wilaya d'Oran, dans le cadre de la mise en œuvre de la carte électronique de soins destinée aux personnes démunies non assurées socialement. À ce jour, 41 cartes électroniques ont été établies, tandis que 794 pharmacies conventionnées ont été mobilisées à travers la wilaya, assurant une large couverture territoriale et un accès effectif aux médicaments. Dans ce contexte, la Cnas d'Oran a organisé, du 25 au 29 janvier 2026, une campagne médiatique et de sensibilisation autour de ce dispositif, en coordination avec les services de la solidarité sociale. Cette campagne vise à informer les citoyens concernés sur les modalités d'accès à la carte électronique, destinée aux personnes sans revenu, notamment celles atteintes de maladies chroniques, ainsi qu'aux mineurs placés sous leur tutelle. Cheikh Kamel, chargé de la gestion des affaires de la Cnas d'Oran, a indiqué que toute personne démunie non affiliée à la sécurité sociale est invitée à déposer un dossier médical et administratif auprès du service de l'action sociale de la commune de résidence. Les dossiers sont ensuite transmis aux commissions locales compétentes, chargées de leur étude et de la prise de décision. Après validation, ils sont adressés à la Cnas pour l'établissement de la carte électronique de soins, permettant à son bénéficiaire de bénéficier de la gratuité des soins et des médicaments. Selon les explications fournies,

ce dispositif permet l'accès à près de 5500 médicaments pris en charge, grâce à une coordination étroite entre la Cnas et les services de la solidarité sociale. Outre les actions de communication institutionnelle, la Cnas d'Oran poursuit ses actions de proximité, à travers des sorties de sensibilisation itinérantes menées en coordination avec les cellules de développement social relevant des services de la solidarité. Ces actions visent à atteindre directement les populations vulnérables, à les informer sur cette mesure et à faciliter leurs démarches d'accès aux soins.

Organisation de la 2^e édition des activités des groupes de jeunes ciblés

Le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) a organisé, samedi à Oran, la deuxième édition des activités des groupes de jeunes ciblés, avec une large participation de jeunes issus de différentes communes de la wilaya. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du renforcement de la participation des jeunes à la vie publique et de la promotion de leur rôle dans la société. Cette édition comprend plusieurs ateliers articulés autour de trois axes principaux : l'autonomisation politique, l'autonomisation économique et le développement. Elle vise à doter les jeunes des mécanismes nécessaires à une participation effective dans ces domaines, a indiqué le président de la commission de la coopération et des relations internationales du CSJ, Harrouz Abdelhakim Tarek, dans une déclaration à la

presse. De son côté, la membre de la commission de l'information et de la communication du Conseil, Mme Siham Saâdi, a souligné que ces activités constituent un espace de réflexion, de dialogue et de débat avec les jeunes de la wilaya, s'inscrivant dans les efforts visant à renforcer le rôle politique de premier plan de cette frange de la société. Elle a ajouté que les jeunes d'aujourd'hui se distinguent par un niveau élevé de conscience, notamment en ce qui concerne les questions qui les concernent directement, telles que le développement local, précisant que cette rencontre permet d'écouter leurs préoccupations et de recueillir leurs propositions. Par ailleurs, le coordinateur de wilaya de l'activité des «Focus Groups», M. Ben Alla Redouane, a expliqué que cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement des jeunes dans les domaines de la formation politique et économique, en cohérence avec la démarche de l'Etat visant à renforcer leur participation à la vie publique. D'autre part, M. Harrouz a annoncé qu'Oran accueillera la troisième édition du Forum de la diplomatie de la jeunesse, organisé par le Conseil supérieur de la jeunesse, le 7 février prochain. Ce forum vise à former les jeunes afin de leur permettre de représenter efficacement l'Algérie au sein des instances internationales. Il s'adresse, notamment aux étudiants des spécialités connexes, telles que les sciences politiques, les relations internationales et le droit international.

L. K.

Ministère de la Culture et des Arts Lancement de l'appel à projets cinématographiques dans le cadre de l'aide publique au cinéma pour l'année 2026

Le ministère de la Culture et des Arts a annoncé le lancement de l'appel à projets cinématographiques pour bénéficier d'aides financières dans le cadre du soutien de l'Etat au cinéma au titre de l'exercice 2026.

Ces aides concernent le financement de la production cinématographique et de la coproduction (longs et courts métrages, documentaires), la post-production, l'écriture et la réécriture de scénarios, ainsi que la distribution, l'exploitation et l'équipement cinématographiques. L'aide en question s'adresse aux porteurs de projets «répondant aux critères artistiques et techniques en vigueur dans le domaine du cinéma», exigeant, notamment que le thème abordé soit original et inédit, que le projet n'ait pas bénéficié d'un financement antérieur au titre du soutien à l'industrie cinématographique, en sus de fixer le taux de contribution de chaque candidat au projet. Le ministère précise également qu'un bénéficiaire ne peut prétendre à une aide pour plus d'une œuvre par an (à l'exception des établissements sous tutelle). Par ailleurs, aucune subvention ne sera accordée aux postulants n'ayant pas honoré leurs engagements antérieurs relatifs à la réalisation ou à la livraison de leurs projets. L'octroi de l'aide se fera au cas par cas, en tenant compte

de la valeur artistique du projet, de l'impact socio-culturel et économique attendu. Outre ces conditions, les candidats souhaitant bénéficier de l'aide dans le cadre du soutien de l'Etat aux projets cinématographiques sont tenus de présenter un dossier comprenant divers documents, selon chacune des cinq catégories susmentionnées. La liste des documents exigés est accessible via la page Facebook officielle du ministère. Les dossiers de candidature doivent être déposés en deux exemplaires (papier et numérique) à compter de dimanche 1er février, au niveau du Centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel (CNCA), à Alger. Le communiqué comporte également la liste exhaustive des projets culturels et artistiques ayant bénéficié de l'aide publique au titre de l'année 2025 dans différents domaines tels que le cinéma, le théâtre et la musique. Ce soutien s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'Etat visant à accompagner les porteurs de projets et de la poursuite du programme de soutien à la dynamique culturelle nationale.

R. C.



Une nuit en Andalousie Lila Borsali se produira le 14 février prochain, au Royal Academy of Music

Ne cessant de gagner le cœur des mélomanes à travers le monde, l'artiste de musique andalouse, se produira le 14 février prochain, au Royal Academy of Music, une prestigieuse école de musique située à Londres, en Angleterre. Reconnue comme l'une des plus grandes ambassadrices de la musique arabo-andalouse, Lila Borsali fait le lien entre les continents et les cultures, réunissant avec une rare élégance et une grande authenticité le patrimoine musical de l'Europe et de l'Afrique du Nord. La célèbre chanteuse et compositrice algérienne puise dans le répertoire classique algérien, interprétant avec son orchestre des suites poétiques connues sous le nom de Noubaat, enracinées dans la tradition Gharnati de Grenade et le genre qui s'y rattache, raffiné, le Hawzi, né à Tlemcen, en Algérie. Guidée par la profondeur spirituelle

du soufisme, Borsali métamorphose sa voix en bien plus qu'un simple instrument : elle devient un réceptacle d'émotion, de transcendance et d'unité. Son timbre envoûtant et son interprétation sincère font de Lila Borsali l'une des voix les plus captivantes de la musique arabo-andalouse contemporaine. Pour info, Lila Borsali est née dans une famille de mélomanes de Tlemcen. Son père Abdellah Benmansour, pharmacien, est un amoureux des arts et sa mère Sabiha Benkelfat, enseignante de français à l'université, est également présidente de l'association culturelle «La grande maison», à l'origine de l'institution d'un prix littéraire national portant le nom du prestigieux écrivain Mohammed Dib. Poussée par son désir de chanter, Lila, dès l'âge de onze ans, apprend à jouer de la mandoline en classe d'initiation dirigée par M. Bekkaï. Elle

rejoint quelque temps après l'orchestre senior de la prestigieuse association «Ahhbab Cheikh Larbi Bensari» menée par M. Fawzi Kalfat et en devient l'une des solistes piliers du groupe. Elle participe à de nombreux concerts et festivals ainsi que l'enregistrement d'un CD à Radio France intitulé : Noubat Zidane dans lequel elle interprétait un «insiraf»: Ya ghazal dabyu el hima, un classique de l'anthologie arabo-andalouse. En 1995, elle quitte Tlemcen et s'installe à Paris où elle entame des études d'architecte-designer. Elle devient cofondatrice de l'Association «Les Aïrs Andalous». Sous la direction de Abdelkrim Bensid, elle opte pour un instrument plus traditionnel la kouitra ; elle enrichit ses connaissances dans le domaine du patrimoine et parfait sa technique de chant. Elle a,

pendant les années passées à Paris, l'occasion de côtoyer d'illustres maîtres de la musique andalouse tel que feu Amine Mesli et Yahia Ghoul. En outre, elle participe à l'enregistrement du hawzi Tlemcen ya hmam. En 2009, Lila Borsali revient en Algérie où elle enregistre son premier CD en tant que soliste. Dans la même année, elle intègre l'association les beaux-arts d'Alger sous la direction de Abdelhadi Boukoura (Lauréat du festival sanaâ 2009). Avec cette association, elle participe à diverses manifestations, et elle enregistre avec l'orchestre une Noubat Rasd où elle interprète un Insiraf. Depuis, devenue célèbre, elle n'a de cesse d'animer des spectacles qui remportent beaucoup de succès auprès des mélomanes qui la suivent en masse.

M. Taous

Tizi-Ouzou Lancement d'ateliers cinéma



Un cycle de formation aux métiers du cinéma, initié par le réalisateur Yazid Arab, sera prochainement lancé à la cinémathèque «Le Mondial» de Tizi-Ouzou. Ces ateliers annuels (2026), couvrant écriture, réalisation et acting, incluent des masterclass multidisciplinaires (littérature,

re, philo, art) avec des intervenants comme Arezki Metref, Denis Martinez et Kamel Chachoua, à raison de deux séances par semaine. Au programme des ateliers donc de l'écriture de scénario (méthode internationale), de la réalisation cinématographique, de l'acting /

jeu d'acteur (Méthodes Stanislavski, Lee Strasberg, Stella Adler, Michael Chekhov...) et de la production cinématographique. Des masterclass seront organisées en marge de la formation, animées par des intervenants de renom : littérature et cinéma sera encadré par Arezki Metref, l'atelier cinéma et philosophie par Mohamed Houari, arts plastiques et cinéma par Denis Martinez, sociologie et cinéma par Kamel Chachoua et enfin anthropologie et cinéma qui sera encadré par Latifa Lafer. L'Objectif de cette manifestation est de faire comprendre le cinéma, apprendre à raconter des histoires avec des images, et lier le 7^e art à d'autres disciplines. L'encadrement général sera assuré par le réalisateur Yazid Arab, avec des intervenants experts. Cette formation vise à renforcer la culture cinématographique locale en croisant le cinéma avec des disciplines comme l'anthropologie et les arts plastiques, selon les déclarations rapportées par l'APS. D'autres rencontres et masterclass seront annoncées prochainement. Ces ateliers cinéma, une espace de formation et de réflexion dédiée aux passionnés du 7^e art. Les journées concernées sont les lundi et mercredi, à raison de 17h30 à 20h. A ne pas rater !

Adrar

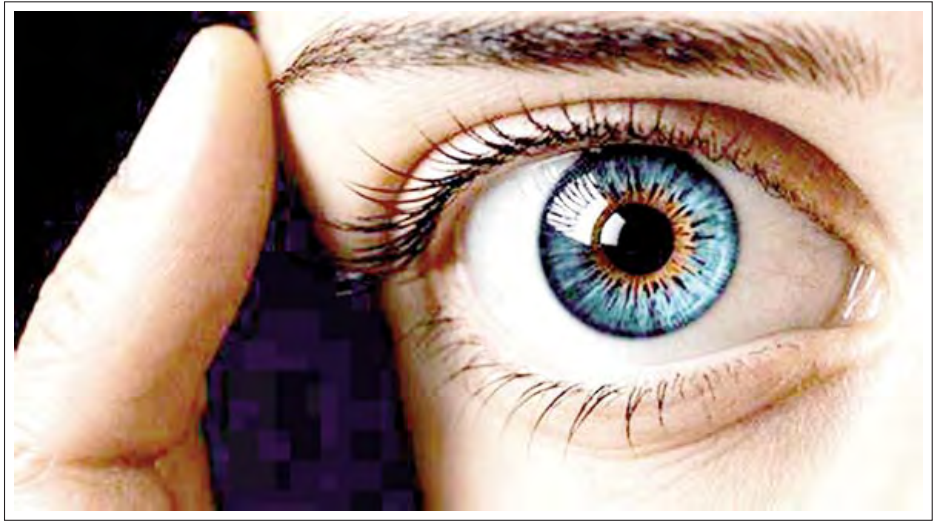
Appel à répertorier le patrimoine du T'bel, à l'ère des défis numériques et technologiques

La nécessité de documenter les corpus et textes poétiques du patrimoine du T'bel (instrument à percussion traditionnel), à l'ère des défis technologiques et des exigences de la numérisation, a été mise en avant par les participants à une rencontre culturelle initiée, samedi à Ouled-Ahmed Timi (Adrar) par l'association culturelle de folklore populaire «Amazer». Les intervenants lors de cette rencontre intitulée : «Poésies du T'bel : entre textes authentiques et modérés par la pratique des jeunes», ont appelé à encourager les associations culturelles à accorder davantage d'importance à la préservation du genre patrimonial du T'bel, ainsi que les travaux académiques en termes de documentation des contenus et aspects sémantiques liés à ce genre lyrique, partie intégrante de l'identité culturelle nationale. Ils ont également mis en exergue la nécessaire élaboration d'un répertoire du T'bel, en vue de préserver ce legs en prévision de son classement en tant que patrimoine culturel oral universel, faisant partie des composantes de la culture algérienne. La rencontre a donné lieu à l'animation, par des troupes locales spécialisées, de poésies du T'bel, rythmées aux mélodies traditionnelles, ainsi que l'organisation d'expositions d'artisanat. Les organisateurs entendent, par cette manifestation, offrir un espace de rencontre de Cheikhs du patrimoine du T'bel et des associations concernées, en vue de fédérer les efforts de valorisation de cet héritage culturel du Sud algérien, en termes de promotion et d'enrichissement académique.

Les personnes daltoniennes ont plus de risques de mourir d'un cancer de la vessie

Selon une étude récente, les patients daltoniens présenteraient une espérance de vie plus courte après un diagnostic de cancer de la vessie, en raison d'un dépistage potentiellement retardé. Les personnes daltoniennes présenteraient un taux de survie plus faible face au cancer de la vessie que celles ne souffrant d'aucune déficience de la vision des couleurs. Cette hypothèse, pour le moins surprenante, a été avancée par Mustafa Fattah, chercheur à l'Université Columbia de New York, et son équipe. Les résultats de leur étude ont été publiés dans la revue *Nature Health*. Selon Live Science, qui résume les éléments de la recherche, l'équipe a analysé les données de 135 patients atteints à la fois d'un cancer de la vessie et de daltonisme, et les a ensuite comparées à celles de 135 patients atteints uniquement d'un cancer de la vessie. Tous ces renseignements provenaient de TriNetX, un registre international regroupant les dossiers médicaux de plus de 275 millions de patients. Après analyse des données, il est apparu que les personnes atteintes des deux pathologies (daltonisme et cancer) avaient une espérance de vie plus courte que les patients atteints seulement du

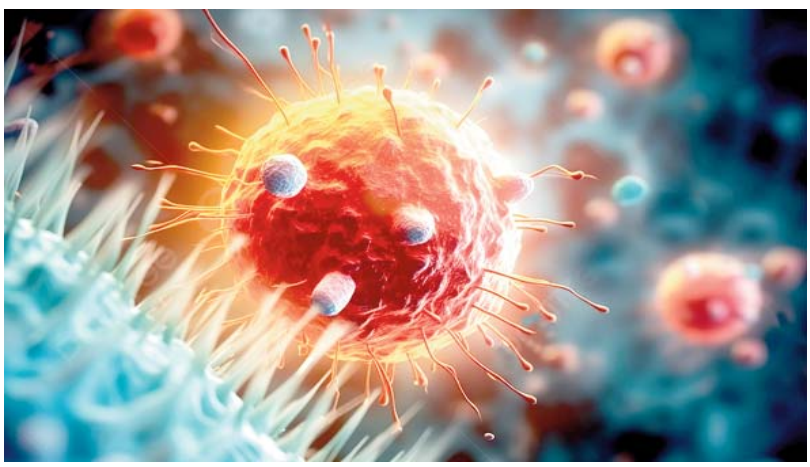
cancer. «Les personnes daltoniennes ont un risque de décès supérieur de 52% dans les vingt ans suivant le diagnostic de leur cancer de la vessie, comparativement au groupe témoin», résume le média scientifique. Pour les chercheurs, ce lien s'expliquerait en réalité par un mécanisme assez simple. La présence de sang dans les urines est l'un des symptômes précoces les plus courants du cancer de la vessie, avec une sensation d'envie d'uriner fréquemment. Si une personne constate la présence de sang lorsqu'elle urine, elle doit consulter immédiatement un médecin. Mais que se passe-t-il lorsque le patient n'arrive pas à distinguer les traces de rouge dans son urine ? Pour certaines daltoniennes, l'incapacité à apercevoir la couleur rouge dans leurs urines peut mener à un diagnostic tardif. Et «un diagnostic tardif peut avoir un impact sur le pronostic», explique Veeru Kasivisvanathan, oncologue urologue à l'University College de Londres. Cependant, les résultats de cette étude de petite envergure doivent être interprétés avec une extrême prudence, souligne le médecin. Selon une autre étude récente, on estime qu'environ une personne sur quaran-



te dans le monde souffrirait d'une forme de daltonisme. Cette maladie, causée par une anomalie des cellules photoréceptrices de la rétine, touche davantage les hommes que les femmes. En effet, les gènes res-

pensables de cette affection se trouvent sur le chromosome X. Contrairement aux femmes, si leur chromosome X porte le gène défectueux, les hommes n'en ont pas un second pour compenser.

Pour la première fois, des chercheurs capturent en direct l'attaque d'une cellule par le virus de la grippe



Grâce à un nouveau microscope, en Suisse, des chercheurs sont parvenus à filmer en direct des virus de la grippe infectant une cellule. Cette avancée technologique révèle, à une échelle jamais atteinte, les mécanismes précis de l'infection et les premières réactions de défense de la cellule. Une équipe de scientifiques rattachés à l'Université de Zurich en Suisse et à l'Université d'Hokkaido au Japon a réussi à filmer la grippe. Plus précisément à observer, en fin d'année 2025, en temps réel des virus de la grippe en train d'infecter des cellules. Le principe est simple, le virus se balade à la surface de la cellule où il y trouve des récepteurs chimiques. Il s'y attache, et grâce à eux, il entre dans la cellule. À l'intérieur, il transmet son ARN, le précurseur de l'ADN pour que la cellule le lise et se mette à reproduire plein de nouveaux virus. C'est de cette façon que l'on «attrape» un virus. Jusqu'à présent cette histoire bien connue sur le plan théorique se déroulait sur

quelques nanomètres, une échelle trop petite pour être observée directement. Pour observer le virus se développer dans une cellule, il n'existait pas beaucoup d'outils capables de filmer à l'échelle du nanomètre. La microscopie électronique implique de tuer les cellules, elle n'est donc pas adaptée. La microscopie à fluorescence a une résolution trop basse. Il a donc fallu inventer un nouvel outil dédié : un système hybride entre microscopie à force atomique et microscopie à fluorescence, que les chercheurs ont baptisé ViViD-AFM. Avec ce nouveau microscope, les chercheurs ont pu visualiser directement le virus en train d'attaquer la cellule, et un phénomène inédit a été découvert. La cellule se défend. Elle s'étire, ondule et tente de saisir le virus. Une sorte de danse de survie. Cette nouvelle technique d'observation pourrait nous aider à concevoir des traitements antiviraux, ou encore des vaccins, en visualisant directement leur efficacité.

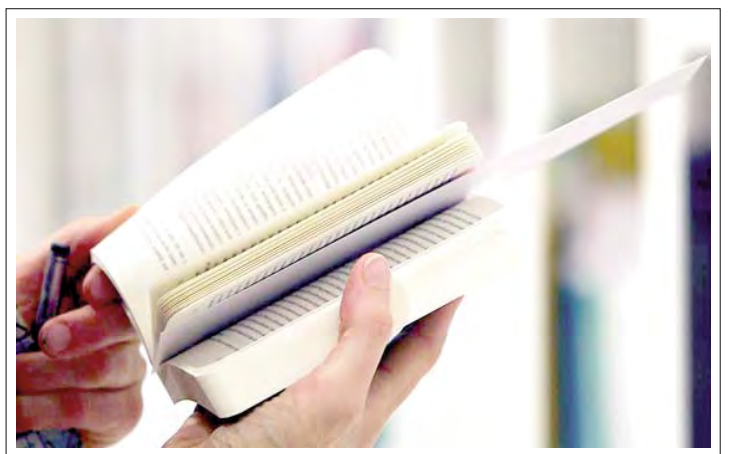
Pourquoi le corps humain a perdu sa capacité à produire sa propre vitamine C, il y a 60 millions d'années

Contrairement à la majorité des mammifères, l'être humain ne synthétise pas la vitamine C. Une anomalie évolutive qui pourrait s'expliquer par un mécanisme de défense face aux infections parasitaires. S'ils constituent des sources incontestables et inépuisables de vitamine C, les fruits et les légumes ne sont pas les seuls fournisseurs des mammifères. Comme le rappelle New Atlas, la plupart de ces derniers produisent en effet leur propre vitamine C grâce à une enzyme, la L-gulonolactone oxydase. Les humains, eux, ont perdu cette capacité il y a 60 millions d'années ; aujourd'hui, la science considère que cela n'était pas un simple changement évolutif, mais un véritable mécanisme de défense. En provoquant leur propre carence en vitamine C, les êtres humains ont en effet bâti une muraille leur permettant de repousser les infections parasitaires. «Une carence en vitamine C est très bénéfique pour un animal infecté par des parasites», résume Michalis Agathocleous, du Centre médical de l'Université du Texas Southwestern (États-Unis). Avec son équipe, le scientifique étudiait la vitamine C depuis des années et notamment son rôle dans les cellules souches hématopoïétiques (c'est-à-dire liées au renouvellement des cellules sanguines). Lors de leurs travaux, ces chercheurs ont établi que même les parasites avaient perdu la capacité de synthétiser la vitamine C au cours de l'évolution. Après avoir formulé plusieurs hypothèses et mené plusieurs expérimentations, ils sont parvenus à démontrer ce qui s'est alors produit. Les parasites privés de vitamine C ayant besoin d'aller en prélever chez leurs hôtes, ils privilégiaient ceux qui disposaient de réserves de cette vitamine. Par conséquent, les hôtes carencés en vitamine C perdaient soudain tout intérêt à leurs yeux. «Lorsque l'animal est capable de synthétiser sa propre vitamine C, les niveaux de cette vitamine restent toujours élevés et le schistosome [nom du parasite étudié, ndlr] pond des œufs en continu. En revanche, lorsque les animaux sont carencés en vitamine C, car ils ne peuvent pas la synthétiser, ils bénéficient alors d'une protection très efficace», explique Michalis Agathocleous. Et pour cause: quand l'animal n'est pas capable d'une telle synthèse, le parasite finit par aller voir ailleurs. En se privant de vitamine C, l'être humain a donc perdu tout attrait pour bon nombre de parasites eux-mêmes carencés. L'étude exhaustive, publiée dans la revue de la National Academy of Sciences, confirme donc que la perte de la capacité à produire sa propre vitamine C a sans doute aidé l'espèce humaine à perdurer et à se développer.



Vous voulez vivre plus longtemps ? Lisez des livres

La lecture rallongerait l'espérance de vie, selon plusieurs études. En moyenne, les lecteurs assidus vivent près de deux ans de plus que les autres. Passer plus de temps à bouquiner figure parmi les résolutions de début d'année préférées. En janvier, on voit fleurir un nouveau livre sur la table de chevet, on dépoussière sa vieille carte de bibliothèque et, en début de soirée, on coupe enfin les écrans pour se consacrer au dernier polar exaltant. En plus de sa promesse d'évasion, la lecture offre de nombreux bénéfices pour la santé : réduction du stress, amélioration de la mémoire, diminution du risque de démence et même... augmentation de l'espérance de vie. C'est du moins ce qu'avancent plusieurs recherches scientifiques sur le sujet. «Lorsque vous vous plongez dans un livre, vous entrez souvent dans un état de transe similaire à la méditation et cet état est profondément protecteur», explique Zoe Shaw, psychothérapeute qui s'intéresse au lien entre la lecture et la longévité, dans les colonnes du National Geographic. Mais depuis quand la recherche pointe-t-elle un rapport de causalité entre la lecture et l'espérance de vie ? Dans une étude d'envergure menée en 2016 par la Yale School of Public Health, les scientifiques ont pour la première fois mis en lumière l'impact sur la longévité du temps passé le nez dans les bouquins. En suivant plus de 3600 adultes âgés de plus de 50 ans pendant douze années, ils ont constaté que les personnes qui lisaient vivaient en moyenne près de deux ans de plus que les autres. Face aux technologies anti-âge, lire reste le moyen le plus accessible de gratter quelques années de plus. Les aînés sont souvent isolés et les livres pourraient bien servir de remède –du moins partiellement. «Les liens sociaux sont extrê-



mement importants pour vieillir en bonne santé, explique Raymond Mar, professeur de psychologie à l'Université York au Canada et auteur de nombreuses études sur les bienfaits de la lecture. La fiction peut fournir un substitut à l'expérience sociale. Lorsque nous lisons, nous pratiquons mentalement les relations, les émotions et la prise de perspective, même lorsque nous sommes physiquement seuls.» La solitude est reconnue comme un facteur de risque de mortalité précoce, à l'origine d'environ 871 000 décès par an selon l'OMS. Par l'immersion dans des histoires peuplées de personnages, les romans offrent une forme de présence continue, presque rassurante. Certes, ils ne remplacent pas les relations humaines, mais peuvent en partie pallier à l'isolement. La lecture agit également comme un inhibiteur de stress. «Lorsque les gens lisent, ils entrent souvent dans un état mental concentré mais contemplatif, poursuit le spécialiste.

Comme d'autres formes de méditation, le calme que procure la lecture peut aider à atténuer le stress et donc favoriser la longévité.» Le stress constitue un puissant accélérateur de vieillissement, qui perturbe le sommeil, affaiblit les défenses immunitaires et sursollicite le système cardiovasculaire. Lire régule ainsi doucement le système nerveux, en permettant au corps de se reposer –et, accessoirement, de souffler un peu. Les bénéfices tirés du temps passé à dévorer un bon roman ne s'arrêtent pas à la longévité. Bouquiner permet également de garder un cerveau en bonne santé, malgré l'âge qui avance. En 2020, une étude a mis au jour que les lecteurs assidus présentaient un déclin cognitif nettement plus lent que chez ceux qui boudent les livres. La même année, une autre recherche a montré que la lecture et l'écriture pratiquées tout au long d'une vie ralentissaient les pertes de mémoire, même chez les personnes atteintes d'Alzheimer.

Palestine

32 martyrs dans des frappes de l'armée d'occupation sionistes à Ghaza

Trente-deux Palestiniens, dont des femmes et des enfants, sont tombés en martyrs dans des frappes aériennes de l'armée d'occupation sioniste sur la bande de Ghaza, selon la Défense civile.

«Le bilan depuis l'aube est monté à 32 martyrs, pour la plupart des enfants et des femmes», a indiqué dans un communiqué la Défense civile de Ghaza, après avoir fait état précédemment de 28 martyrs. «Des appartements, des tentes, des abris et un commissariat ont été visés», a précisé son porte-parole, Mahmoud Bassal. Dans le quartier de Rimal à Ghaza-ville, un logement a été soufflé par l'explosion. «Trois filles sont décédées dans leur sommeil. Nous avons retrouvé leurs corps dans la rue», a déclaré un proche, Samer al-Atbash. Ailleurs dans la ville, la frappe sur le commissariat a fait sept martyrs, dont des civils présents dans les locaux à ce moment-là, d'après la direction générale de la police. Une tente abritant des déplacés à Khan Younes (sud) a également été touchée, et sept membres d'une même famille, dont un enfant, sont tombés en martyrs. Lors d'une autre attaque non loin, l'armée sioniste a frappé un abri à al-Mawassi, un secteur où des dizaines de milliers de Ghazaouis déplacés ont installé des tentes et des abris de fortune.

Réouverture partielle du passage de Rafah après plus d'une année et demie de fermeture

Le passage terrestre de Rafah (sud de Ghaza), à la frontière avec l'Égypte, a été partiellement rouvert dimanche, après plus d'un an et demi de fermeture quasi-totale, ont rapporté des médias palestiniens. Cité par l'agence Wafa, le responsable de la communication au bureau de l'Union européenne à Al Qods occupée, Shadi Othman, a précisé que «cette phase de fonctionnement expérimental ? vise à faciliter les

déplacements des Palestiniens entrant et sortant de la bande de Ghaza». Il a noté que «l'objectif principal est d'assurer l'ouverture du terminal dans les deux sens, permettant aux habitants de circuler de manière fluide». Othman a souligné, en outre, que le rôle de l'Union européenne au passage de Rafah se limite au contrôle et à la supervision, conformément aux accords antérieurs, en particulier l'Accord de 2005, afin de garantir le respect des normes convenues. Il a rappelé que «l'UE avait déjà été présente lors des précédentes phases d'ouverture du terminal, notamment durant la première trêve, qui avait permis à plusieurs Palestiniens de quitter l'enclave». Le 7 mai 2024, l'armée sioniste avait pénétré sur le territoire du terminal de Rafah côté palestinien, provoquant sa fermeture totale et interrompant à la fois la circulation des passagers et l'acheminement de l'aide humanitaire vers Ghaza.

La Mosquée Al-Aqsa de nouveau envahie par des colons sionistes

Des dizaines de colons sionistes ont de nouveau envahi, dimanche, l'enceinte de la Mosquée Al-Aqsa, dans la vieille ville d'Al Qods-Est, sous la protection des forces d'occupation, selon des sources locales, citées par l'agence Wafa. Selon les mêmes sources, «des dizaines de colons ont effectué des rituels juifs dans la cour de la mosquée, dont la célébration d'une cérémonie dite de mariage béni». La municipalité d'Al Qods-Est a dénoncé cette action, la qualifiant «de provocation» portant atteinte à la sacralité de la Mosquée Al-Aqsa. La Mosquée Al-Aqsa, située dans la vieille ville d'Al Qods-Est, est le troisième Lieu Saint de l'Islam. Les incursions



de colons sionistes dans son enceinte sont souvent accompagnées par les forces d'occupation.

Médecins Sans Frontières sommée par l'entité sioniste de mettre fin à ses opérations d'ici la fin du mois

L'ONG Médecins Sans Frontières (MSF) a été sommée dimanche par l'entité sioniste de mettre fin à ses opérations dans la bande de Ghaza avant la fin février, ont rapporté dimanche des médias locaux.

Cette décision intervient dans un contexte humanitaire et sanitaire particulièrement critique à Ghaza, où les hôpitaux et centres médicaux dépendent largement du soutien des organisations internationales pour assurer les soins d'urgence aux blessés et aux malades. MSF figure parmi les principales organisations médicales opérant dans l'enclave palestinienne, fournissant, notamment des interventions chirurgicales d'urgence, des traitements pour les blessés et un appui aux structures de santé confrontées à une grave pénurie de personnel et de matériel médical.

ONU

Le Royaume-Uni prend la présidence tournante du Conseil de sécurité pour le mois de février

Le Royaume-Uni a officiellement pris dimanche la présidence tournante du Conseil de sécurité des Nations unies pour le mois de février, succédant à la Somalie. L'ambassadeur britannique auprès de l'ONU tiendra lundi une conférence de presse afin de présenter le programme de travail du Conseil, après son adoption lors d'une session matinale le même jour. Le Conseil de sécurité

est composé de 15 membres, chacun disposant d'une voix. Cinq d'entre eux sont membres permanents et disposent du droit de veto : la Russie, la France, la Chine, le Royaume-Uni et les États-Unis. Les dix autres membres non permanents sont élus pour deux ans par l'Assemblée générale, selon une répartition géographique. Il s'agit actuellement de la Somalie, de la République

démocratique du Congo, du Libéria, du Danemark, de la Grèce, de la Lettonie, du Pakistan, de Bahreïn, du Panama et de la Colombie. Le Conseil de sécurité est l'un des six principaux organes des Nations unies, aux côtés du Secrétariat, de l'Assemblée générale, de la Cour internationale de Justice et du Conseil économique et social.

Irak

Le Parlement irakien reporte à nouveau la désignation du chef de l'Etat

Le Parlement irakien a ajourné dimanche, pour la deuxième fois en quelques jours, l'élection du président du pays, a annoncé l'agence de presse officielle Ina. Le vote a été reporté faute de quorum, a rapporté l'agence Ina, qui n'a pas précisé si une nouvelle date avait été fixée. Conformément au

système de partage du pouvoir en vigueur en Irak, le poste de Premier ministre revient à un chiite, la présidence du Parlement à un sunnite et la présidence de la République, un poste largement honorifique, est attribuée à un Kurde. Mais les partis kurdes n'ont pas réussi à s'entendre

sur un candidat, qui doit ensuite être soutenu par les autres blocs et obtenir une majorité des deux-tiers au Parlement. Une fois élu, le président disposera de 15 jours pour nommer le chef du gouvernement. Ce poste de Premier ministre est censé revenir à Nouri al-Maliki.



Ethiopie

Guterres met en garde contre une escalade dans la région éthiopienne du Tigré

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a mis en garde contre une escalade dans la région du Tigré, en Ethiopie, appelant toutes les parties à faire preuve de retenue et à résoudre leurs différends par le dialogue pacifique et des mesures visant à rétablir la confiance. «Le secrétaire général suit de près l'évolution de la situation dans le Tigré, où la reprise des tensions et les affrontements signalés ont contribué à une détérioration de la sécurité», a déclaré, samedi soir, son porte-parole adjoint, Farhan Haq, dans un communiqué. Guterres est «profondément préoccupé par l'impact potentiel sur les civils et le risque d'un retour à un conflit plus large dans une région qui s'efforce encore de se reconstruire et de se relever», a indiqué M. Haq. Le chef de l'ONU a appelé à la mise en œuvre intégrale de l'accord de cessation permanente des hostilités et a souligné l'importance de préserver les acquis obtenus depuis 2022. Il a réitéré la volonté de l'ONU de travailler avec l'Union africaine (UA) et les partenaires régionaux pour aider à consolider la paix. La région du Tigré a été au centre d'un conflit de deux ans entre les forces alliées du gouvernement fédéral et les forces loyales au Front populaire de libération du Tigré (TPLF), qui a plongé des millions de personnes dans un besoin urgent d'aide humanitaire.

RD Congo

20 éléments du groupe armé M23 abattus par l'armée

Au moins 20 membres du groupe armé (M23) ont été abattus lors d'affrontements avec l'armée à Uvira, dans la province du Sud-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), ont annoncé les Forces armées. Un porte-parole militaire, le lieutenant Mbuyi Kalonji, a expliqué samedi que les combats avaient eu lieu jeudi dernier et que plusieurs rebelles avaient été blessés. Vingt-et-une armes de différents calibres ont été récupérées après les affrontements, selon le site d'information congolais 7sur7. Kalonji a souligné que des positions considérées comme des routes stratégiques vers Milima,

Mukera, Kanguli, Magorore, Bibokoboko et le centre de Baraka, dans le territoire de Fizi, ont été récupérées. Parallèlement, les opérations de nettoyage se poursuivent à Uvira, ville où des infrastructures publiques ont été la cible d'attaques à la mine et à la bombe perpétrées par des membres du M23. Mercredi dernier, l'explosion d'une bombe sur un marché local a fait trois morts et dix blessés. Le 18 janvier, le M23 a annoncé le retrait de toutes ses forces d'Uvira, exprimant sa volonté d'aller vers des négociations internationales visant à résoudre le conflit dans l'est du pays.

Costa Rica

Les électeurs ont commencé à voter à la Présidentielle

Les Costariciens ont commencé à élire dimanche leur président, avec pour grande favorite la candidate du parti conservateur au pouvoir, Laura Fernandez, ont rapporté des médias locaux. Les bureaux de vote ont ouvert à 6h00 (12h00 GMT) et, pendant 12 heures, accueillent les électeurs. Quelque 3,7 millions de citoyens sont appelés aux urnes pour élire également leurs députés pour un mandat de quatre ans. Pour remporter la Présidentielle dès le premier tour, il faut obtenir 40% des voix. Dans le cas contraire, un second tour aura lieu le 5 avril. Les résultats doivent être publiés vers 21h00 (3h00 GMT lundi). Le Costa Rica, longtemps réputé pour sa stabilité, est en proie à un trafic de drogue en pleine expansion, accompagné d'une forte violence. Mme Fernandez, une politologue conservatrice âgée de 39 ans, devance ses rivaux grâce à son programme axé sur la sécurité, principale préoccupation des Costariciens, selon des enquêtes d'opinion.

Thaïlande

Début du vote anticipé pour l'élection de la Chambre des représentants

Le vote anticipé pour les élections à la Chambre des représentants de Thaïlande a débuté dimanche à 8h00, heure locale, avec la participation de plus de deux millions d'électeurs éligibles qui ne pourront donc pas voter le jour officiel du scrutin, le 8 février. Les électeurs participant au vote anticipé ont reçu deux bulletins de vote dans les bureaux de vote : l'un pour élire un candidat de circonscription à la Chambre des représentants, et l'autre pour voter pour le parti politique de leur choix. Le vote anticipé se termine à 17h00 le même jour, et tous les bulletins de vote seront comptabilisés ensemble après le 8 février. Plus de 50 millions d'électeurs thaïlandais éliront au total 500 membres de la Chambre des représentants, dont 400 seront élus dans des circonscriptions locales et les 100 restants seront attribués aux partis politiques en fonction de la proportion des suffrages populaires. Selon les statistiques de la Commission électorale thaïlandaise, 57 partis politiques se disputent les sièges à la Chambre et ont désigné plus de 90 candidats au poste de Premier ministre. Les résultats officiels définitifs du scrutin doivent être publiés au plus tard le 9 avril. Le nouveau Parlement doit se réunir dans les 15 jours pour élire un président, après quoi la Chambre des représentants votera pour choisir le nouveau Premier ministre.

Etats-Unis

Cinq blessés dans une fusillade en Louisiane

Cinq personnes ont été blessées samedi dans une fusillade lors du défilé de Mardi Gras à Clinton, dans l'Etat américain de Louisiane, a indiqué la police. L'incident s'est produit devant le tribunal de la paroisse d'East Feliciana à Clinton. Parmi les blessés figure un enfant de six ans, a annoncé le shérif de la paroisse d'East Feliciana, Jeff Travis, à la chaîne locale WAFB. Trois personnes ont été placées en garde à vue et la police recherche un véhicule lié à la fusillade, a ajouté M. Travis.

CAF

Le Maroc essuie une autre gifle

Alors que beaucoup s’attendaient à des sanctions lourdes, voire à un scénario spectaculaire allant jusqu’au retrait d’un titre, la décision finale de la Confédération africaine de football (CAF) concernant le dossier Sénégal–Maroc a finalement accouché d’un verdict froid, calculé et minutieusement pesé.



Aucune déchéance, aucune punition exemplaire à la hauteur du tumulte médiatique et populaire : le Sénégal sort à nouveau gagnant, cette fois-ci en dehors du rectangle vert. Contrairement aux rumeurs largement relayées, notamment sur les réseaux sociaux, la CAF n’a ni frappé fort ni cédé aux pressions émotionnelles. La décision rendue est le fruit d’un long travail, relu ligne par ligne, retravaillé à plusieurs reprises avant sa

publication officielle. En apparence, un processus institutionnel classique. En réalité, les coulisses racontent une tout autre histoire. Pour la première fois depuis longtemps, ce dossier a provoqué de véritables fractures au sein des instances dirigeantes de la CAF. Les divergences ne relevaient pas simplement de lectures juridiques différentes, mais traduisaient des tensions profondes, alimentées par un contexte inédit : l’intervention directe de la

FIFA. Il ne s’agissait pas d’un coup de téléphone isolé ni d’un simple avis consultatif. La FIFA – sans que Gianni Infantino n’apparaisse publiquement dans le dossier – a exercé une surveillance en temps réel et un pressing constant sur l’évolution du traitement disciplinaire du cas Maroc–Sénégal. Cette implication s’explique par l’ampleur internationale qu’a prise l’affaire, notamment dans la presse européenne, où les critiques sur la gouvernance du football africain se sont multipliées. Dès lors, la marge de manœuvre habituelle de certains acteurs influents s’est considérablement réduite. Le dossier est devenu explosif. Les discussions internes ont laissé place à des échanges tendus, à des accusations croisées et à un climat de méfiance rarement observé à ce niveau.

L’influence n’a pas disparu, mais elle a été contenue

Contrairement à certaines lectures simplistes, il ne s’agit pas d’un affaiblissement soudain de l’influence de Fouzi Lekjaa au sein des sphères décisionnelles africaines. Son poids demeure réel. Cependant, l’irruption de la FIFA dans le processus a agi comme un verrou externe, limitant toute possibilité de décision perçue comme partielle ou politiquement orientée. Ce contexte a contraint la CAF à produire une décision «propre» sur le plan formel, difficilement attaquant juridiquement, mais politiquement frustrante pour une partie de l’opinion africaine. Résultat : personne ne gagne vraiment... sauf le Sénégal, qui sort du dossier sans conséquence sportive majeure. Autre fait marquant : l’apparition tardive, mais très significative du président de la CAF, Patrice Motsepe. Longtemps absent de la gestion quotidienne, quasi-invisible depuis son élection – avec seulement deux visites au siège de la

CAF –, Motsepe a été forcé de revenir sur le devant de la scène. Son intervention n’était ni stratégique ni planifiée. Elle était nécessaire, presque urgente, tant le niveau d’embarras institutionnel était devenu élevé. Le président, jusque-là en retrait, a dû mettre fin à ce qui ressemblait de plus en plus à une longue hibernation politique, simplement pour éviter que la crise ne dégénère en scandale ouvert. Si la direction politique a vacillé, l’administration exécutive de la CAF a, elle, vécu ce qui est décrit en interne comme ses pires journées depuis la finale concernée. Le secrétaire général, Véron Mosengo-Omba, s’est retrouvé sous une pression directe et intense, venant de plusieurs fronts à la fois : membres du comité exécutif, partenaires institutionnels et observateurs extérieurs. Selon plusieurs sources concordantes, Mosengo-Omba confie désormais à ses interlocuteurs proches qu’il n’en peut plus et qu’un départ est imminent. Le scénario de sortie est déjà prêt : se consacrer à un projet de candidature à la présidence de la Fédération congolaise de football. Une justification politiquement acceptable, mais qui masque difficilement l’usure provoquée par cette crise. Au-delà du cas Sénégal–Maroc, ce dossier marque un tournant. Il révèle une CAF fragilisée, tiraillée entre influences internes, pressions externes et déficit de leadership. Il met également en lumière le rôle croissant de la FIFA dans les affaires africaines, dès lors que celles-ci dépassent le cadre continental et deviennent un sujet de débat global. La victoire du Sénégal, acquise hors du terrain, pourrait ainsi laisser une trace bien plus durable que le match lui-même : celle d’une institution contrainte d’arbitrer sous surveillance, et d’un équilibre de pouvoir désormais plus instable que jamais.

F. A.

Les Verts à la loupe

OGC Nice

Un club turc passe à l’offensive pour Boudaoui !

À quelques heures de la fermeture du mercato hivernal, Galatasaray a décidé d’accélérer sur le dossier Hicham Boudaoui. Selon les informations de Santi Aouna, le club stambouliote a transmis ce dimanche matin une offre officielle à l’OGC Nice pour le milieu international algérien. La proposition turque prend la forme d’un prêt payant assorti d’une option d’achat estimée à environ 15 millions d’euros, alors que des négociations sont actuellement en cours entre les différentes parties. À 26 ans, Boudaoui s’est imposé depuis plusieurs saisons comme une pièce maîtresse du dispositif niçois. Arrivé sur la Côte

d’Azur en 2019, l’ancien joueur du Paradou AC a franchi un cap, devenant l’un des milieux les plus fiables et constants de Ligue 1. Son importance ne se limite d’ailleurs pas au club azuréen. En sélection, Boudaoui est désormais un cadre de l’équipe nationale algérienne, un statut qu’il a confirmé lors de la récente Coupe d’Afrique des Nations. Performant, régulier et influent, il a montré qu’il était capable de répondre présent dans les grands rendez-vous internationaux. Des prestations qui n’ont pas échappé aux recruteurs européens, Galatasaray voyant en lui le profil idéal pour renforcer son entrejeu. À l’horizon,

une échéance majeure se dessine pour le joueur : la Coupe du Monde 2026. Boudaoui sait qu’il devra évoluer dans un environnement compétitif et convaincant afin de conserver sa place dans les plans du sélectionneur Vladimir Petkovic. Un éventuel départ vers un club habitué aux joutes européennes pourrait ainsi représenter un tournant stratégique dans sa carrière. Sous contrat avec Nice jusqu’en 2027, le milieu algérien reste toutefois un élément clé du projet sportif du club. Reste à savoir si l’offre de Galatasaray suffira à faire pencher la balance dans ces dernières heures d’un mercato toujours imprévisible.



Sporting Charleroi

Superbe but de Titraoui face à Saint-Trond

Pour le compte de la 23^e journée de la Pro League belge, le Sporting Charleroi s’est imposé sur la pelouse de Saint-Trond (2-0), ce samedi soir. Homme du match, Yacine Titraoui a inscrit son 4^e but de la saison. Le joueur formé au Paradou AC a ouvert le score

pour les «Zèbres» peu après l’heure d’une frappe sublime sur une passe de Khelifi. Le but du break a été l’œuvre de Romsaas à la 85^e minute de jeu. Grâce à cette neuvième victoire de la saison, le Sporting Charleroi remonte à la 6^e place du classement.

Paris FC

Kebbal offre le nul à son équipe face à l’OM

Grâce au 8^e but cette saison d’Ilhan Kebbal, le Paris FC a arraché le point du match sur le fil sur sa pelouse face à l’OM (2-2), ce samedi, à l’occasion de la 20^e journée de la Ligue 1 française. Meilleur parisien sur la pelouse, l’Algérien a inscrit le but du deux partout à la 94^e minute de jeu sur penalty. Joueur le plus décisif du PFC cette saison, Kebbal totalise 8 buts et 5 passes décisives en 19 rencontres toutes compétitions confondues cette saison. Côté olympien, Amine Gouiri a débuté la rencontre sur le banc avant d’entrer en jeu en seconde période. Au classement, le PFC occupe la 13^e place avec 7 points d’avance sur la zone rouge, pendant que l’OM reste en 3^e position avec trois unités de plus que Lyon qui accueillera demain Lille.

Ligue 1 Mobilis : USM Alger

Achref Abada nouvelle recrue hivernale

Annoncé un peu partout depuis ses belles prestations en Coupe arabe au Qatar, le défenseur Achraf Abada quitte l’ASO Chlef pour l’USM Alger. Le club de la capitale n’a pas encore annoncé la nouvelle alors que l’équipe se trouve actuellement au Mali pour jouer face au FC Djoliba, mais l’information tourne et ses coéquipiers le félicitent déjà pour son nouveau contrat de trois ans. Achref Abada,

26 ans, était annoncé avec insistance du côté du Ahly du Caire, voir plus farfêlu au Sporting Lisbonne, mais c’est finalement dans un club algérien participant aux joutes africaines qu’il a donné son accord, ce qui constitue une étape supplémentaire dans sa carrière après quatre ans et demi et 109 matchs avec l’ASO Chlef. A l’USM Alger il doit prendre la succession d’Adem Alilet dont les velléités

de départ ne font plus de secret et dont les relations avec la direction est les supporters est ambivalente depuis le début de saison. A noter que l’USM Alger a libéré deux joueurs ces derniers jours, Ghiles Guennaoui et Khaled Bousseliou, afin de pouvoir recruter cet hiver alors que les Rouge et Noir n’avaient fait signer qu’un seul joueur, l’avant-centre ivoirien Kamagaté.

Mercato des Verts

Abdelli et Boudaoui vont-ils changer d'air ces dernières 24 heures ?

Le mercato hivernal fermera ses portes ce lundi dans la plupart des championnats européens. Et comme il fallait s'y attendre, il y a eu peu de mouvements chez nos internationaux qui préfèrent la stabilité à quelques mois de la Coupe du Monde.

Il y a néanmoins des joueurs qui ne désespèrent pas de changer d'air lors de ce dernier jour des transferts. On pense, notamment à Himad Abdelli qui insiste pour rejoindre l'Olympique Marseille dès cet hiver. Ça peut aller très vite au cours de ces dernières 24 heures, d'autant que le désaccord financier entre Angers et Marseille pour son transfert n'est pas très important. Il est fort probable que les Phocéens fassent un dernier effort pour recruter l'international algérien. Ils ont déjà mis sur la table 2 millions d'euros, mais les Angevins en exigent 3 millions. Rien de rédhibitoire au demeurant. Le joueur, qui a été écarté de l'équipe depuis quelques semaines, sera fixé sur son sort aujourd'hui, lui qui a été également convoité par l'Olympique Lyonnais. Mais Abdelli a opté pour Marseille. Un choix du cœur. Il devra néanmoins reprendre rapidement du service pour ne pas perdre le crédit qu'il a gagné durant la CAN avec la sélection nationale. Sa présence chez les Verts dépend essentiellement de son temps de jeu dans les semaines à venir. Autre joueur en délicatesse avec son club en ce moment, Hicham Boudaoui qui n'a pas disputé une seule minute avec les Aiglons depuis son retour de la CAN. Son

coach, Claude Puel, a évoqué la maladie pour justifier son absence de l'effectif. Mais il semblerait que le joueur boude, car il ne se sent plus à l'aise à Nice. Seulement, les candidats ne se bousculent pas au portillon, surtout que son indemnité de départ est fixée à 20 millions d'euros par la direction de l'OGC Nice. Une somme dissuasive pour de nombreux prétendants, d'autant que le mercato sera fermé ce soir. Toutefois, ça peut jouer les prolongations dans certains pays comme le Portugal ou la Turquie. Justement aux dernières nouvelles, le club stambouliote de Galatasaray s'est clairement positionné pour «sauver» le joueur du marasme ambiant dans lequel il se morfond à Nice. «Les dirigeants stambouliotes ont transmis une offre officielle à la direction niçoise prévoyant un prêt payant, assorti d'une option d'achat fixée aux alentours de 15 millions d'euros», rapporte ce dimanche le site africasports. Boudaoui, qui a été l'un des meilleurs joueurs algériens et sans doute le plus régulier lors de la dernière CAN, fera-t-il une bonne affaire en quittant la Ligue 1 française pour rejoindre le championnat turc ? Rien n'est moins sûr, surtout que beaucoup de spécialistes le voient évoluer du côté de l'Angleterre en Premier League, plus précisé-



ment. Mais si le joueur veut coûte que coûte quitter Nice, il vaut mieux pour lui de changer d'air, peu importe la destination, à condition qu'il reste

performant et prêt à chaque fois que le coach national lui fait appel.

Ali Nezlioui

Coupe de la Confédération africaine (Gr C / 4^e journée) Le CR Belouizdad domine le FC Stellenbosch (3-0)

Le CR Belouizdad a ramené une précieuse victoire, hier après-midi, de son déplacement en Afrique du sud, où il a dominé le FC Stellenbosch (3-0, mi-temps 1-0), en match comptant pour la quatrième journée de la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine de football (Groupe C). L'attaquant tunisien Mohamed Benhammouda a été le premier à trouver le chemin des filets dans ce match, en ouvrant le score dès la 19^e minute de jeu, avant que ses coéquipiers Abdenmour Belhocini et Islam Abbaci ne corsent l'addition, respectivement aux 80^e et 88^e. Une précieuse victoire en déplacement, qui permet aux Rouge et Blanc de consolider leur première place dans le Groupe (C), avec un 9^e point, alors que les Sud-africains de Stellenbosch reculent à la dernière place, ex-aequo avec les Tanzaniens du Singida Black Stars, avec quatre points pour chaque club, mais avec une moins bonne différence de buts : moins quatre contre moins deux. En effet, dans l'autre match de ce groupe, disputé à la même heure au Congo, l'équipe locale du l'AS Otho l'avait emporté (2-1) face aux Singida Black Stars, s'emparant par la



même occasion de la deuxième place du groupe, avec six points. Lors de la prochaine journée (la 5^e), prévue le 8 février courant, le CRB se déplacera chez les Singida Black Stars, alors que dans l'autre match, l'AS Otho accueillera les Sud-africains du FC Stellenbosch. A l'issue de la sixième et dernière journée de cette phase de poules, prévue le 15 février courant, les deux premiers du groupe se quali-

fieront directement pour les quarts de finale. Le deuxième représentant algérien dans cette compétition, l'USM Alger, figure dans la Groupe (A) et il jouera ce dimanche après-midi au Mali, face au Djoliba Bamako. A l'instar du Chabab, les Rouge et Noir caracolent actuellement en tête de leur groupe, avec neuf points, soit trois victoires en autant de matchs depuis l'entame de la compétition.

Etoile du Sahel L'Algérien Zineddine Boutmane s'engage pour une saison et demie

Le milieu de terrain algérien Zineddine Boutmane s'est engagé avec l'Etoile Sportive du Sahel pour une saison et demie, a indiqué le club tunisien de Ligue 1 professionnelle de football sur ses réseaux sociaux. Agé de 25 ans, le joueur effectue ainsi son retour au sein du club, qu'il avait déjà représenté entre 2021 et 2023. Au cours de sa carrière, Boutmane a porté les couleurs de plusieurs clubs algériens, notamment le NA Hussein-Dey, le CR Belouizdad et l'ASO Chlef. Il a également été international algérien avec l'équipe A', contribuant au sacre de l'Algérie lors de la Coupe arabe de la FIFA 2021 disputée au Qatar. Cette signature constitue la troisième recrue de l'Etoile du Sahel lors de ce mercato, après celles du milieu de terrain Oussama Abid et du latéral droit Wajdi Kechrida, tous deux engagés pour une saison et demie. Le club sahélien ambitionne ainsi de renforcer son effectif afin de mettre fin à la série de résultats négatifs enregistrés cette saison et d'améliorer sa position au classement du championnat de Ligue 1 professionnelle. Actuellement neuvième avec 23 points en 18 rencontres, l'Etoile du Sahel s'est déplaçait hier pour affronter l'AS Gabès, lanterne rouge avec 12 points, à l'occasion de la 19^e journée.

VFL Wolfsburg Le malaise d'Amoura

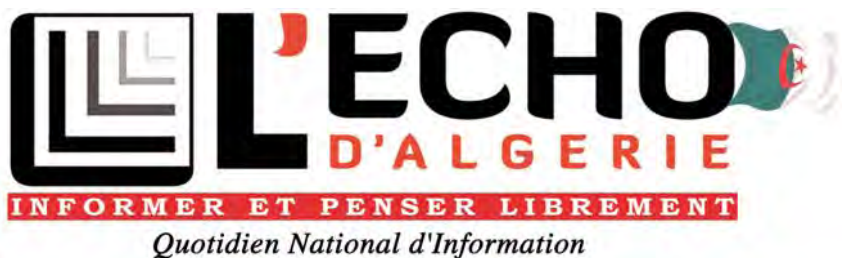
Mis à l'écart pour des raisons disciplinaires lors du déplacement de Wolfsburg à Cologne, l'international algérien Mohamed-Amine Amoura traverse une zone de turbulences. Entre velléités de départ, frustration sportive et mercato hivernal incertain, l'attaquant de 25 ans se retrouve au cœur d'une séquence délicate, révélatrice d'un malaise plus profond. Le coup est dur pour Mohamed-Amine Amoura. Vendredi soir, à l'occasion du match de Bundesliga face à Cologne, perdu 1-0 par le VfL Wolfsburg, l'attaquant algérien n'a pas été convoqué. Le club allemand a justifié cette décision par des «raisons disciplinaires», sans davantage de précisions, sur ses réseaux sociaux. Une mise à l'écart lourde de sens, à la veille de la fermeture du mercato hivernal, et dans un contexte sportif déjà fragile pour le joueur comme pour son équipe. Buteur la semaine précédente face à Mayence, Amoura semblait pourtant retrouver une certaine dynamique. Avec 7 buts et 2 passes décisives en 18 apparitions toutes compétitions confondues, son bilan reste honorable dans une formation de Wolfsburg en manque de régularité. Mais derrière ces chiffres corrects se cache une situation personnelle plus complexe, nourrie par des envies de départ, des frustrations accumulées et une Coupe d'Afrique des nations 2025 manquée avec la sélection nationale. Courtisé l'été dernier par plusieurs clubs, dont Benfica, l'ancien joueur de l'Union Saint-Gilloise avait finalement choisi de rester en Allemagne pour poursuivre sa progression. Un choix présenté alors comme celui de la stabilité. Pourtant, cette stabilité semble aujourd'hui remise en question. Selon plusieurs

sources, une velléité de départ serait à l'origine de cette mise à l'écart. En interne, le climat se serait tendu ces derniers jours, au point de pousser le staff à écarter le joueur du groupe professionnel.

Un malaise grandissant

D'après nos informations, Amoura aurait même été prié de s'entraîner avec l'équipe réserve. Une décision rarement anodine à ce niveau. Le joueur aurait quitté la séance frustré, signe d'un malaise profond. À quelques heures de la clôture du marché des transferts, sa situation devient particulièrement délicate. Lui qui souhaitait déjà quitter Wolfsburg l'été dernier se retrouve désormais dans une impasse, entre une porte de sortie étroite et un avenir sportif incertain. Les pistes évoquées pour un départ hivernal sont, pour l'heure, peu nombreuses. Selon le journaliste Nabil Djellit, l'option menant à Leeds, club anglais intéressé par son profil, ne serait pas des plus chaudes. Faute d'offres concrètes, Amoura pourrait donc être contraint de rester dans un environnement devenu hostile, au moins jusqu'à la fin de la saison. Une perspective difficile à envisager pour un joueur en quête de temps de jeu, de confiance et de reconnaissance. Cette séquence délicate intervient également dans un contexte personnel marqué par une CAN-2025 décevante. Aligné avec les Verts, Amoura n'a pas réussi à trouver le chemin des filets, laissant une impression mitigée malgré son engagement. Ce passage à vide international a sans doute pesé sur son moral et

sur sa dynamique en club. À Wolfsburg, où les attentes étaient élevées après une première saison prometteuse, le moindre faux pas est scruté avec attention. Sur le plan collectif, Wolfsburg traverse aussi une période compliquée. Le club peine à se repositionner au classement et enchaîne les performances irrégulières. Dans ce contexte, les tensions internes se multiplient, et les décisions disciplinaires deviennent un levier pour tenter de remettre de l'ordre. Amoura, par son statut et son potentiel, se retrouve malgré lui au centre de cette tourmente. Pour autant, réduire son cas à une simple question d'indiscipline serait réducteur. Derrière cet épisode se dessine le portrait d'un joueur ambitieux, désireux de franchir un palier dans sa carrière, mais confronté à des choix difficiles. Rester pour s'imposer dans un club en reconstruction ou partir pour relancer une trajectoire parfois freinée par l'instabilité : tel est le dilemme qui se pose aujourd'hui à lui. À 25 ans, Mohamed-Amine Amoura est à un tournant. Son talent, sa vitesse et son sens du but ne font aucun doute. Encore faut-il qu'il parvienne à canaliser ses frustrations et à retrouver un environnement propice à son épanouissement. Les prochains jours, et peut-être les prochaines heures, seront décisifs pour la suite de son parcours. Wolfsburg devra, de son côté, gérer ce dossier avec tact pour éviter que la situation ne se détériore davantage. Entre discipline, ambition et urgence sportive, le cas Amoura pose une question centrale : cette tempête marquera-t-elle un simple passage à vide ou le début d'un nouveau chapitre de sa carrière ?



Alger	Oran	Constantine	Béchar	Ouargla
14°/10°	16°/11°	11°/5°	15°/6°	18°/8°



El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
06h21	13h01	15h51	18h13	19h37

À l'occasion du succès du lancement du satellite spatial AlSat-3

Le président de la République reçoit les félicitations de son homologue chinois

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu un message de félicitations de la part du président de la République populaire de Chine, Xi Jinping, à l'occasion du succès de l'opération de lancement du satellite spatial AISat-3.

Le président chinois a saisi cette occasion pour inviter son homologue algérien à prendre part au deuxième Sommet sino-arabe, qui se tiendra en Chine. «Il m'est agréable de vous adresser, au nom du gouvernement chinois et du peuple chinois, mes plus chaleureuses félicitations ainsi que mes meilleurs vœux au gouvernement algérien et au peuple algérien, à l'occasion du succès de l'opération de lancement du satellite spatial AISat-3», a indiqué le président chinois dans son message. Le projet du satellite spatial AISat-3, a ajouté la même source, «symbolise un nouveau succès de la coopération sino-algérienne dans le domaine spatial, après le projet du satellite AISat-1, et constitue une concrétisation importante des relations de partenariat stratégique global entre les deux pays». La partie chinoise est disposée, a affirmé Xi Jinping, à «œuvrer avec la partie algérienne pour approfondir la coopération dans le domaine spatial et conjuguer les efforts afin d'élever le niveau des sciences et des technologies, contri-

buant ainsi au développement économique et social des deux pays». «L'Algérie est un partenaire stratégique important de la Chine dans la région de l'Asie occidentale et de l'Afrique du Nord, et les deux pays sont liés par une amitié historique profonde», a-t-il indiqué, avant d'ajouter : «Ces dernières années, les relations sino-algériennes ont connu des progrès constants sous notre direction commune, avec un renforcement continu de la confiance politique mutuelle et des résultats fructueux dans la coopération pratique». Le président chinois affirme, dans son message, qu'il accorde «une grande importance au développement des relations sino-algériennes», se disant disposé à travailler avec son homologue algérien «afin de continuer à enrichir le contenu du partenariat stratégique global entre la Chine et l'Algérie, au mieux des intérêts des deux peuples». En dernier lieu, Xi Jinping a saisi cette occasion pour inviter le président de la République, Abdelmajid Tebboune, «à prendre part au deuxième Sommet sino-arabe, qui se tiendra en Chine».



Programme de modernisation des transports urbains

Le premier chargement de nouveaux bus arrive au port d'Alger

Le premier chargement de nouveaux bus est arrivé hier au port d'Alger, comprenant 335 bus de différents types, dans le cadre du programme de modernisation des transports urbains.

La Direction des industries militaires a supervisé la réception des autobus importés de Chine et d'Allemagne, dans le cadre du plan de renouvellement du parc de transports urbains. On prévoit la livraison progressive de 6800 bus supplémentaires au cours des prochains jours, afin d'assurer la continuité du processus de modernisation et d'améliorer la qualité des services de transport dans différentes wilayas.

Habitat

Adoption de la feuille de route sectorielle

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, a présidé une réunion de coordination consacrée au débat et à l'adoption de la feuille de route sectorielle, conformément aux mécanismes définis par le secteur. Lors de la rencontre tenue, samedi au siège du ministère, en présence des cadres centraux, le ministre a écouté les exposés exhaustifs présentés par les directeurs généraux sur l'état des programmes sectoriels et les défis sur le terrain. Dans ce contexte, un débat approfondi a été ouvert autour des exposés présentés. Saluant les efforts consentis, Belaribi a

donné une série d'orientations définissant les priorités à exécuter, notamment l'accélération du rythme de réalisation et le renforcement de la synergie entre planification et exécution, en insistant sur l'impératif de passer de la logique des mesures à celle des résultats. Lors de son intervention, le ministre a souligné la nécessité d'orienter tous les efforts vers l'intérêt du citoyen et de ses préoccupations et à placer la réponse à ses attentes au cœur de l'action sectorielle, en tant que règle essentielle basée sur l'efficacité et la transparence, outre l'importance d'une coordination permanente entre les différents acteurs.



● Sur un total d'environ 5800

L'Arabie saoudite suspend ses contrats avec 1800 agences de voyages spécialisées dans la Omra

Le ministère du Hadj et de la Omra saoudien a annoncé, hier la suspension des contrats en vigueur avec 1800 agences de voyages étrangères opérant dans le domaine de la Omra, sur un total d'environ 5800. L'agence de presse saoudienne a rapporté que le ministère avait donné aux agences concernées 10 jours pour corriger leur situation, sur la base des résultats de l'évaluation périodique approuvée et des observations faites concernant le niveau de performance et la mauvaise qualité des services fournis par ces agences.

Le ministère a expliqué que la suspension se limite à la délivrance de nouveaux visas et vise à permettre aux agences de remédier aux observations relatives à la classification et d'améliorer leur conformité aux normes approuvées. Les contrats seront réactifs une fois le délai expiré et les conditions nécessaires remplies. Le ministère a confirmé que les pèlerins munis de visas valides ou de réservations existantes ne seront pas concernés par cette mesure, les services qui leur sont fournis restant inchangés. Le ministère a ajouté que l'application de la classification approuvée et des indicateurs de performance est une procédure réglementaire fondamentale visant à renforcer l'engagement des prestataires de services et à garantir la fourniture de services conformes aux normes approuvées, tout en soulignant que la protection des droits des pèlerins et la continuité de leurs services constituent une priorité dans toutes les procédures réglementaires mises en œuvre.

Transport ferroviaire

La SNTF dévoile les horaires du train Béchar-Tindouf-Alger (aller-retour)

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a dévoilé, ce dimanche, le programme des horaires de circulation des trains de transport de voyageurs sur la ligne reliant Tindouf, Béchar et Oran, desservant plusieurs stations, en aller-retour. La SNTF a affirmé, à cet effet, dans une vidéo publiée sur sa page Facebook officielle, que ces dessertes seront régulières, bien organisées et proposées à des tarifs compétitifs, à la portée de l'ensemble des citoyens.

Ainsi, le départ depuis Béchar est fixé à 8h00 pour une arrivée à Tindouf à 19h20. Les réservations pour cette liaison sont disponibles sur le site officiel de la société : www.sntf.dz.

Concernant le trajet retour, le départ depuis la gare de Tindouf est programmé à 9h00 pour une arrivée à Béchar à 20h23.

S'agissant des liaisons ferroviaires vers Oran, le départ depuis la gare de Béchar est prévu à 21h00 avec une arrivée à Oran à 7h11. Pour le trajet retour, le départ depuis Oran est fixé à 20h30 avec une arrivée à Béchar à 6h45.

Concernant les liaisons à destination de la capitale Alger, il y a quatre dessertes, à savoir le train N° 1002 avec un départ d'Oran à



6h00 et une arrivée à Alger à 11h15 ; le train «MA», départ d'Oran à 8h00, arrivée à Alger à 12h00 (réservation électronique disponible); le train N°.1004, départ d'Oran à 14h00, arrivée à Alger à 19h24 et le train N°.1006, avec un départ d'Oran à 17h00 et une arrivée à Alger à 21h00 (réservation électronique disponible).